



YANN FOURNIS
& TUDI KERNALEGENN

Des historiens au service d'une nation inachevée, la Bretagne

S'il est vrai que la Bretagne est une 'nation inachevée'¹, son inachèvement comme 'nation régionale'² prend corps dans la faiblesse de son institutionnalisation comme 'communauté imaginaire' consensuelle.³ L'un des symptômes majeurs de cet échec peut être observé dans la formation de l'historiographie de la Bretagne et du mouvement breton, où l'objet même 'Bretagne' est objet de débats incessants.⁴ Construite à partir des frictions et échanges entre champs scientifiques et mobili-

1. En ce que la régionalisation des mécanismes sociaux sur le territoire breton n'a jamais débouché sur une structure sociale complète: A. Dieckhoff, *La nation dans tous ses États*, Paris, 2000.
2. Le concept de 'nation régionale' est développé par M. Keating, *Nations against the State: The New Politics of Nationalism in Quebec, Catalonia and Scotland*, London, 1996 et est souvent utilisé dans une optique de comparaison européenne. Toutefois, le concept de 'nation' bretonne – même régionale – est peu utilisé en France en dehors d'une optique militante – et notamment en Bretagne en dehors des milieux nationalistes bretons. Nous conservons le concept ici dans cette optique européenne, parce qu'il a l'avantage de placer les cas breton et flamand dans une même perspective comparative, sans porter un jugement de fond qui dépasserait largement le cadre de cet article.
3. B. Anderson, *L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, 1996 [1^{ère} ed., version anglaise: 1983].
4. M. Denis, *La génération des années 1960 et l'émancipation bretonne. Essai d'histoire impertinente*, in: A. Croix, F. Hubert & E. Le Bris du Rest (textes réunis par), *Monsieur le "Conservateur". Musées et combats culturels en Bretagne au temps de Yann-Cheun Veillard*, Rennes, 2001.

Yann Fournis read political science at the Universities of Toulouse and Rennes. He is a member of the Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE) in Rennes, where he has completed a doctoral thesis in political science on the construction of the regional territory of Brittany from 1950 to 2000. He has also published work on cultural Breton nationalism.

Tudi Kernalegenn read history and Breton. He is currently preparing a doctoral thesis in political science on the social movements and the construction of regional identities during the 1970's in Brittany, Scotland and Galicia, at the Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE) of the University of Rennes 1. His publications include work on the history of political ecology, and left wing nationalism in Brittany.

sations militantes, l'historiographie 'nationale' bretonne⁵ renvoie plus largement à l'impact social du mouvement nationaliste⁶, observable au sein des débats sociétaux. Car les conflits relatifs à l'histoire du 'nationalisme régional' visent à instituer une représentation dominante de la société régionale – et plus précisément des rapports entre la définition de la société elle-même (la nation) et celle de son représentant (le mouvement nationaliste).⁷ L'objet de cet article sera d'examiner la spécificité de la Bretagne par rapport à l'historiographie de son mouvement national, qui réside dans l'inachèvement de l'œuvre d'imposition d'une définition nationale de la Bretagne par le mouvement nationaliste, et donc l'échec de la fondation de sa propre légitimité comme représentant d'une société nationale en résistance face à la construction nationale englobante (française).⁸ Plusieurs argumentaires vont en ce sens.

Une piste peut être l'examen de la conception de l'histoire de la Bretagne prônée par le mouvement breton⁹, qui définit à la fois la société bretonne et le rôle qu'il entend y exercer – ce qui rejoint les luttes symboliques nouées autour des évolutions historiques de chaque société¹⁰, que met particulièrement en valeur la notion d'"historicité".¹¹ Car, loin de s'imposer aisément en Bretagne, l'historiographie militante est construite à partir d'un 'passé utilisable'¹², qui se négocie sur un mode plus ou moins conflictuel avec les élites régionales (polémiques intellectuelles, débats scientifiques, pratiques inspirées de considérations historiques...). Et c'est le résultat de ces luttes qui détermine une part sensible de la légitimité d'une

5. Que nous entendons ici comme l'historiographie relative à la Bretagne prise dans sa dimension nationale, c'est-à-dire par et/ou sur le mouvement 'national' breton.

6. M. Hroch, *From National Movement to the Fully-formed Nation*, in: *New Left Review*, n° 198, 1993, pp. 3-20.

7. L. Boltanski, *Les cadres; la formation d'un groupe social*, Paris, 1982.

8. G. Noirel, *Etat, nation et immigration*, Paris, 2001.

9. Nous utiliserons l'expression de mouvement breton (ou *Emsav*) pour désigner les membres des organisations politiques et culturelles qui composent la nébuleuse du nationalisme régional breton: M. Nicolas, *Histoire du mouvement breton*, Paris, 1982. Au-delà des distinctions entre régionalisme et nationalisme (dont les définitions évoluent elles-mêmes suivant chaque période), ils entretiennent des relations suffisamment intenses entre eux (M. Denis, *Le mouvement breton pendant la guerre: un bilan*, in: C. Bougeard (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, 2002, pp. 151-156) pour être qualifié de mouvement social, unifié par un univers symbolique revendiquant, à partir de la spécificité de la Bretagne (culturelle, historique, économique...), un traitement politique et culturel différencié.

10. P. Bourdieu, *L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'identité de région*, in: *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 35, 1980, pp. 63-72.

11. Nous nous inspirons librement des travaux d'Alain Touraine, qui applique cette notion pour souligner le rôle des mouvements sociaux dans les conflits moteurs dans l'évolution historique des sociétés. Cf. par exemple A. Touraine e.a., *Le pays contre l'État*, Paris, 1981.

12. M. Keating, *How historic are historic rights? Competing historiographies and the struggle for political legitimacy*, in: X.M. González Reboledo (coord.), *Etnicidad e nacionalismo, Simposio Internacional de Antropoloxía (abril de 2000), Santiago de Compostela, consello da cultura galega*, Santiago de Compostela, 2001, pp. 45-81.

société à être une nation et de la légitimité des nationalistes à en être des acteurs historiques. En ce sens, l'historiographie est un enjeu particulièrement important parce que, entendue comme construction discursive de l'historicité, elle reflète avec acuité ces luttes pour l'interprétation d'un projet collectif comme 'destin national'.¹³ Cet angle historiographique révèle toute l'ambivalence de la capacité d'action du mouvement breton sur l'évolution de la société régionale (son historicité). Car l'incapacité du mouvement breton à instituer un imaginaire nationaliste en Bretagne ne signifie pas qu'il n'exerce pas une influence profonde sur la société bretonne elle-même et sa trajectoire historique – comme en témoigne les caractéristiques de l'historiographie bretonne, à la fois relativement peu dense sur la longue période et, épisodiquement, saisie de sévères débats et polémiques.

Dans une première partie, il s'agira de montrer que l'approche nationale de l'histoire de la Bretagne émerge au dix-neuvième siècle durant un cycle intellectuel qui voit progressivement les historiographies militantes et scientifiques se différencier. Dans un premier temps, des milieux intellectuels se mobilisent à la fois en termes militants et scientifiques pour partir à la découverte d'une conception ontologique et réactionnaire de la nation bretonne – qui trouve pourtant de forts relais dans la société régionale. Cette première étape s'achève au cours de l'entre-deux-guerres, lorsqu'un mouvement nationaliste (relativement) puissant modernise cette historiographie ontologique comme instrument de résistance à la France – rompant à la fois avec les représentants académiques et sociaux de la société bretonne, avec lesquels de forts conflits se produisent. Ce qui achève d'isoler le nationalisme régional. L'après-guerre confirme cette tendance: face à la France, l'histoire de Bretagne et l'histoire du mouvement breton deviennent difficilement séparables aux yeux des militants – ce qui les conduit à une véritable impasse sociale.

Une seconde partie évoquera le changement de cycle historiographique, qui conduit en une trentaine d'années à une certaine réconciliation entre historiographies militantes et scientifiques. A partir des années soixante, la nouvelle génération de l'*Emsav* construit un nouveau paradigme national où la Bretagne est conçue comme un projet collectif à construire dans l'avenir et pas exclusivement contre la France. Si, par cette conception contemporaine de la société régionale, le mouvement breton provoque des résistances dans certains milieux intellectuels, il rencontre aussi des travaux scientifiques qui, fortement opposés à la reconstruction nationaliste de l'histoire de la Bretagne, insistent eux-mêmes sur l'imbrication entre le mouvement breton et la société régionale à chaque phase de leur histoire. Cette interaction fructueuse entre les deux types d'historiographie se renforce durant les années quatre-vingt-dix: confronté à de vives polémiques journalistiques

13. M. Keating, *How historic are historic rights?*[...].

quant à sa culture historique interne, le mouvement breton trouve chez les historiens académiques une critique plus nuancée. Tout en contredisant la relecture militante de la période de la guerre, leurs travaux tendent plutôt à infirmer la condamnation globale du mouvement breton en distinguant le passé du présent.

L'INVENTION NATIONALISTE D'UNE NATION ONTOLOGIQUE (1830-1964)

Un premier cycle historiographique court du dix-neuvième siècle à 1945. Sa première étape (dix-neuvième siècle-1918) est celle de la fondation culturelle et sociale du mouvement breton, notamment par le biais de réseaux culturels réactionnaires qui remobilisent l'histoire de la Bretagne dans une œuvre à la fois académique et militante mettant en valeur la société régionale comme une nation. Cette historiographie patriotique, qui projette l'essence de la Bretagne dans le passé, est utilisée dans le sens de la préservation d'une nation ontologique. Ce qui produit peu de conflits. Puis vient une étape nouvelle (1918-1964), introduite par l'émergence du nationalisme militant dans l'entre-deux-guerres. Il remobilise cette conception ontologique de la nation dans un sens différent: tournant le dos à l'académisme, il entend désormais faire de l'historiographie un instrument de transformation de la société bretonne. Plus que par le passé, cette ambition conjointe de transformation sociale contemporaine et de retour aux origines historiques, produit de vifs conflits intellectuels avec les principaux représentants des élites régionales. Fixée à la Libération en 1944-45, cette configuration reste stable jusqu'au milieu des années soixante: discréditée et confidentielle, l'historiographie militante construit la légitimité du mouvement breton comme expression contemporaine de l'histoire de la Bretagne depuis ses origines – selon une certaine forme d'a-historicisme, qui les condamne tous deux au discrédit et à la confidentialité.

L'Histoire comme retour aux origines

Émergence consensuelle d'une historiographie nationale

Les années 1830 sont un tournant dans la cristallisation d'une image de la Bretagne et l'intérêt pour son passé, pour deux raisons principales: le repli des monarchistes légitimistes et de l'aristocratie sur leurs arrières bases locales alors que le centre est dominé par la bourgeoisie orléaniste; et le succès politique du principe des nationalités.¹⁴ Dès lors, de plus en plus nombreux, des intellectuels bretons se passionnent pour le passé de la Bretagne et les ouvrages se multiplient sur l'histoire, la littérature et les traditions orales de la région. *“Pour la première fois, au milieu des années 1830, on peut considérer qu'il y a une réelle affirmation de l'existence d'une culture bretonne et même une certaine “revendication” qui se cristallise autour de deux*

14. C. Bertho, L'invention de la Bretagne. Genèse sociale d'un stéréotype, in: *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 35, 1980, pp. 45-62.

thèmes: le problème de la langue et la place de la Bretagne dans l'histoire de la France et de l'Europe."¹⁵

La contestation des années 1830 trouve sans doute chez Théodore Hersart de la Villemarqué son expression la plus vive. Pour celui-ci, l'histoire de la Bretagne s'est maintenue dans les *gwerziou*, ces complaintes à caractère historique, très présentes en Basse-Bretagne.¹⁶ Il les collecte et les rassemble, en 1839, dans le Barzaz Breiz, dont "*l'un des objectifs [...] est, à partir des chants transmis par la tradition populaire, de retracer une histoire de la Bretagne dont on ne fait alors que peu de cas dans l'histoire générale de la France.*"¹⁷

Dès son émergence donc, ce qui deviendra le mouvement breton se crée dans un rapport dialectique à l'histoire de la Bretagne, qu'elle participe à écrire¹⁸ et où elle voit sa propre justification. À l'instar d'un Pitre-Chevalier, qui publie une *Histoire de Bretagne* en 1844, elle en lisse toutefois les oppositions sociales et politiques internes pour inscrire ses éléments en un tout indissociable (langue, foi, Bretagne, paysannerie encadrée par le clergé et l'aristocratie forment un ensemble), engagé dans une opposition multiséculaire aux invasions de ce qui deviendra la France.¹⁹ Ce travail politique d'affirmation culturelle de la Bretagne est en particulier mené dans l'Association bretonne, créée en 1843, où l'aristocratie bretonne s'emploie à structurer la résistance aux réformes autour de la trilogie noblesse, clergé, paysannerie, visant à démontrer que c'est leur alliance et leur cohabitation harmonieuse qui a permis à la Bretagne de perdurer dans l'adversité. En même temps qu'il faut mettre l'accent sur l'originalité culturelle de la province afin de légitimer une résistance à la francisation qui vient des villes, il est nécessaire aussi

15. F. Postic & J.-Y. Veillard, Reconnaissance d'une culture régionale: la Bretagne depuis la Révolution, in: *Ethnologie française*, n° 33, 2003, pp. 381-389 (p. 382).

16. Comme il l'écrit en mars 1836, dans *l'Écho de la Jeune France*: "*Chaque événement remarquable trouve encore, il est vrai, un gwerz ou un zonn, pour en perpétuer la mémoire, notre histoire n'a pas encore perdu son expression populaire et chantée.*" Cité par F. Postic & J.-Y. Veillard, Reconnaissance d'une culture régionale [...], p. 382.

17. F. Postic & J.-Y. Veillard, Reconnaissance d'une culture régionale [...], p. 383. Cf. aussi Y. Defrance, *Les héritiers du Barzaz-Breiz. La construction de l'identité bretonne à travers la musique (1829-2001)*, in: G. Nicolas (dir.), *La construction de l'identité régionale. Les exemples de la Saxe et de la Bretagne, XVIIIème-XXème siècles*, Rennes, 2001, pour une généralisation au-delà du cas de La Villemarqué.

18. Voire à créer, au sens constructiviste de construire 'une histoire qui n'existe pas encore'.

19. H. Guillourel, Problème breton et mouvement breton, in: *Pouvoirs*, n° 19, 1981, pp. 83-102. Comme le souligne C. Bertho, L'invention de la Bretagne [...], p. 48: "*L'histoire locale, œuvre des érudits locaux, est un genre qui prolifère soudain [...]. Elle contribue à la formation d'une nouvelle identité régionale en donnant à l'image de la Bretagne ses thèmes dominants [...]. Le moyen-âge de l'indépendance ducale et des chevaliers bretons, bientôt relayés par les corsaires, puis par les Chouans, illustre ainsi un esprit provincial qu'on suppose indomptable et fidèle, tandis que les druides et les monographies de cathédrales rappellent que le Celte est mystique et religieux.*"

de retremper dans l'histoire de Bretagne une légitimation du rôle que l'aristocratie doit continuer à y jouer comme protectrice des intérêts de la Bretagne et des Bretons.²⁰

Ce premier mouvement est ensuite relancé au tournant du siècle, qui voit les différents volets de cette renaissance culturelle s'affirmer progressivement. Le volet historique est développé, à partir de 1850, par Arthur de La Borderie, créateur de l'histoire scientifique ou positiviste en Bretagne. Son projet fut d'écrire une histoire patriotique de la Bretagne dans laquelle celle-ci serait considérée, non comme une composante marginale de la France, mais comme une nation. Ainsi, lors de sa *Leçon d'ouverture au cours d'Histoire de la Bretagne* qu'il donne à la faculté de Rennes en 1890-1891²¹, il souligne que "*la Bretagne, c'est un caractère, un caractère national, bien tranché, bien trempé; par là même c'est un peuple, non pas seulement une province, mais une nation qui a eu son existence propre, originale, indépendante.*"²² Toutefois, comme le souligne Michel Denis²³, La Borderie et ses amis historiens – nostalgiques du passé mais nullement bâtisseurs d'avenir – ne cherchent pas du tout à jouer le rôle 'd'éveilleurs' du peuple breton. L'histoire écrite par La Borderie est avant tout celle des élites, des héros, des saints, des chefs militaires. Le peuple y est passif et n'a aucune raison de s'y reconnaître. À la différence de ce qui se produit ailleurs, il se garde bien de souffler sur les cendres pour faire (re)naître une nation. Alors que la Borderie prétend démontrer que la Bretagne est une création d'immigrés qui ont imposé leur civilisation originale et qui l'ont fait vivre pendant des siècles de façon quasi-indépendante, il ne propose à ses contemporains que la stricte défensive. Ni le 'droit d'État' ni le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui, un peu partout en Europe, prolongent la découverte des histoires nationales, ne sont ici revendiqués. Les intellectuels qui s'intéressent alors à la Bretagne, membres de l'aristocratie foncière, de la bourgeoisie traditionnelle, ainsi que du clergé, n'ont guère à proposer aux Bretons autre chose que le statu quo. Il faudra la création des premiers partis régionalistes (Union Régionaliste Bretonne en 1898 puis Fédération Régionaliste Bretonne en 1911) et nationalistes (Parti National Breton en 1911) pour que commence à prendre forme des revendications politiques (de décentralisation ou de séparation) d'un pouvoir breton.

20. M. Nicolas, *L'Emsav. Politique et thématique du mouvement breton*, Université de Rennes 1, thèse pour le doctorat d'État en science politique, 1980, 2 vol., p. 84.

21. Il est le premier détenteur de cette chaire nouvellement créée d'Histoire de la Bretagne à l'Université de Rennes.

22. ESB, A. De La Borderie & B. Porchnev, *Les Bonnets Rouges*, Paris, 1975, p. 23.

23. M. Denis, *Arthur de La Borderie (1827-1901) ou "l'histoire, science patriotique"*, in: N.-Y. Tonnerre (dir.), *Chroniqueurs et historiens de la Bretagne du Moyen-Âge au milieu du XXème siècle*, Rennes, 2001, pp. 152-153.

La première expression politique du mouvement breton naît en 1898, sous une forme modérée et conservatrice: l'Union Régionaliste Bretonne. Proche des milieux culturels (F. Vallée, A. Le Braz, Le Goffic...), il est une représentation frappante de cette Bretagne conservatrice, où dominent les couches aristocratiques (25% des effectifs de l'Union) et cléricales (17% des effectifs).²⁴ Sous la direction de R. de L'Estourbeillon, ce régionalisme fidèle au catholicisme et à la France entend circonscrire la question sociale à sa juste place (c'est-à-dire hors de Bretagne) sans remettre en cause les processus d'intégration nationale pilotés par la IIIème République conservatrice²⁵ – tant les intérêts de ces élites agrariennes en sont dépendants.²⁶ Si certaines mouvances moins réactionnaires, inspirées de bardisme, font sécession en 1911 pour fonder la Fédération Régionaliste de Bretagne, elles peinent longtemps à se différencier de leur prédécesseur.²⁷ Entretien à minima la sociabilité politique notabiliaire, aucun de ces groupements n'a de réel impact social.

Aussi un petit groupe tente-t-il de sortir de cette impasse sociale par une rupture modernisatrice: une demi-douzaine de jeunes individualités crée en 1911 le Parti Nationaliste Breton. Ici, l'appartenance est désormais exclusive: "*nous ne reconnaissons ni 'grande', ni 'petite' patrie. Nous ne reconnaissons que la patrie, une seule Patrie: La Bretagne. Il existe d'autre part, vers l'Est, une autre patrie, celle de nos ennemis: la France.*" Il s'agit moins de constater la permanence de la personnalité bretonne que d'en faire une source active de revendications culturelles et politiques. Cette modernisation de la question bretonne par le nationalisme inaugure une étape nouvelle, que résume le slogan du PNB: *Breiz d'ar Vreiz!* ("La Bretagne aux Bretons!")²⁸ – même si son influence sociale sera quasi nulle dans l'immédiat.

Nous sommes donc en face d'un paradoxe, qui donne à voir l'impression de naissance avortée d'une nation par la faute de ses promoteurs même. S'inscrivant parfaitement dans le nouveau contexte historique du romantisme et du printemps des nations, les intellectuels bretons se penchent sur le passé de leur pays, le construisant, comme ailleurs en Europe, comme une histoire nationale, histoire du particularisme breton, histoire de "*l'opposition multiséculaire du peuple breton et du duché de Bretagne, contre les vellétés d'annexion de sa puissante voisine, le royaume de France*". Toutefois, contrairement à ce qui se passe dans de nombreuses autres nationalités émergentes, les intellectuels bretons ne transposent pas le conflit national, qu'ils construisent au travers de l'historiographie émergente de la Bretagne, dans le présent et dans le futur. Suggérant la complémentarité entre 'petite patrie' (la Bretagne) et 'grande patrie' (la France), ils célèbrent au contraire, à l'instar d'un La Borderie, "*l'alliance bénie [des Bretons] à la France dont ils ont été depuis*

24. H. Guillorel, *The Social Bases of Regionalism in France: the Breton Case*, in: J. Coakley (ed.), *The Social Origins of Nationalist Movements: The Contemporary West European Experience*, London, 1992, pp. 147-164.

25. M. Nicolas, *Le séparatisme en Bretagne*, Spézet, 1986.

26. H. Meadwell, *A Rational Choice Approach to Political Regionalism*, in: *Comparative Politics*, vol. 23, 1991, n° 4, pp. 401-421.

27. P. Le Stum, *Le néo-druidisme en Bretagne. Origine, naissance et développement, 1890-1914*, Rennes, 1998.

28. M. Nicolas, *Le séparatisme en Bretagne [...]*.

les fils les plus dévoués, les plus vaillants défenseurs".²⁹ Paradoxalement, ces premiers historiographes du mouvement breton ne le voient qu'au passé tout en construisant son avenir. Ironiquement, ils font une lecture nationale d'une Bretagne pré-nationale, tout en niant toute contemporanéité à cette problématique alors naissante, contemporaine. L'historiographie naissante de la Bretagne se fait sur une base nationaliste, mais l'idéologie nationaliste des historiens ne s'applique qu'au passé, pas au présent.³⁰

L'imaginaire national en action

Ce passéisme n'est plus de mise dans l'entre-deux-guerres, lorsqu'une jeune génération militante renouvelle considérablement les termes de la question bretonne.³¹ Bien qu'influencée par ses prédécesseurs, elle transforme considérablement le rapport du mouvement breton à sa propre histoire et à l'histoire de la Bretagne, en imprimant une rupture modernisatrice au nationalisme breton. A travers l'œuvre d'O. Mordrel dans *Breiz Atao* et de R. Hémon dans *Gwalarn*, une recherche théorique brouillonne et dynamique fait "*basculer les perspectives des regrets du passé à la construction d'un avenir*".³² Refusant le provincialisme ou le folklorisme de leurs aînés, ces nationalistes tentent d'inscrire le mouvement breton dans la société bretonne contemporaine, grâce à une modernisation radicale des médiums de construction nationale: les idéologies politiques pour le nationalisme politique et les emblèmes culturels pour le nationalisme culturel.

Le nationalisme politique, né autour du journal *Breiz Atao* sur le refus du régionalisme réactionnaire, change le rapport du mouvement breton à l'histoire. En quelques années, ils découvrent l'autonomisme puis, après une période d'éclatement, le nationalisme.³³ A partir des années trente, émerge une idéologie nouvelle, qui oriente le nationalisme

29. Cité par ESB, A. De La Borderie & B. Porchnev, *Les Bonnets Rouges [...]*, p. 23.

30. Une explication de cette historiographie sans conflits réside dans le fait que les initiateurs de la renaissance culturelle de la Bretagne bénéficient d'une reconnaissance tout à la fois sociale et politique: certains seront hommes politiques (à l'instar d'un R. de L'Estourbeillon, président de l'Union Régionaliste Bretonne, mais aussi conseiller municipal puis député de Vannes entre 1899 et 1919), d'autres reconnus dans les instances intellectuelles légitimes (La Villemarqué, qui devient membre de l'Institut en 1858; F. Loth est chargé de cours puis doyen de la Faculté de Lettres de Rennes, avant d'accéder au Collège de France en 1910) voire les deux (A. de la Borderie, élu député monarchiste de Vitré en 1871, avant de devenir membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres en 1889).

31. O. Mordrel, *Breiz Atao: histoire et actualité du nationalisme breton*, Paris, 1973.

32. P.-J. Simon, *La Bretonnité. Une ethnicité problématique*, Rennes, 1999, p. 187.

33. Malgré des propositions dynamiques marquées par la création du Parti Autonomiste Breton (Strollad Emrenerien Vreiz) en 1927, le mouvement politique breton ne parvient pas à percer auprès de la population et se déchire rapidement entre différentes tendances. Le mouvement politique breton se stabilise en 1931, avec la création du Parti National Breton, au sein duquel plusieurs courants durables se partagent le pouvoir jusque sa disparition en 1944: A. Déniel, *Le mouvement breton, 1919-1945*, Paris, 1976.

dans une perspective totalitaire³⁴: exprimé d'abord par le programme SAGA, un mélange de totalitarisme, de racisme et de conservatisme place le nationalisme breton dans la lignée du modèle national-socialiste allemand³⁵ – ce qui s'exprime parfaitement dans la revue théorique *Stur* (*Gouvernail*)³⁶. Cette évolution idéologique trouvera sa conclusion dans la collaboration d'une partie des militants bretons avec l'occupant Nazi lors de la Seconde Guerre mondiale (jusqu'à porter pour certains l'uniforme allemand), et la tolérance passive d'une grande majorité vis-à-vis du régime de Vichy. Ce qui résultera sur le discrédit de l'ensemble du mouvement breton à la Libération.

A la tête d'une revue culturelle, *Gwalarn*, R. Hémon mène une révolution symbolique similaire au sein du nationalisme culturel, en opérant une reconstruction modernisatrice de la langue bretonne selon des canons *ad hoc*. Il entend l'inscrire dans la société contemporaine et les échanges internationaux et, plus largement, en faire le cœur d'un projet social de renaissance symbolique de la nation bretonne.³⁷ Ce travail proprement linguistique est doublé par des initiatives multiples qui tentent de mobiliser des milieux différents pour assurer la réinscription sociale de cette conception nouvelle de la langue. Différents réseaux pour l'enseignement du breton se développent: l'enseignement par cours par correspondance (avec Skol Ober), l'enseignement au sein des écoles libres (l'association Breuriez ar Brezoneg er skoliou, créée en 1932 autour de R. Delaporte et F. Kervella) ou dans l'enseignement public (création d'Ar Falz en octobre 1933 autour de Y. Sohier, J. Delalande et A. Kervell).

Cette rupture modernisatrice trouve un succès sensible dans l'avant-guerre puis, plus éphémère, sous l'Occupation, parce qu'elle est relayée par des associations culturelles puissantes qui mènent une stratégie d'insertion du nationalisme dans la société bretonne contemporaine (le Bleun Brug de l'abbé Y.-V. Perrot, proche de Breiz Atao; Ar Brezoneg Er Skol de Y. Fouéré).³⁸ Contrastant avec cette rupture, la stabilité de la conception nationaliste de l'histoire est remarquable.

34. Son influence se renforce ensuite au-delà des rapports entre courants internes. Sur les différents courants au sein du PNB: A. Déniel, *Le mouvement breton [...]*; B. Frelaut, *Les nationalistes bretons de 1939 à 1945*, Maulévrier, 1985; K. Hamon, *Les nationalistes bretons sous l'occupation*, Ar Releg-Kerhuon, 2001.

35. O. Mordrel, *Breiz Atao [...]*, p. 182.

36. Strollad ar Gelted Adsavet: Parti des Celtes Réveillés. Le programme SAGA et *Stur* sont considérés à l'époque comme proches du nazisme par le régime allemand: A. Déniel, *Le mouvement breton [...]*, p. 198. Mais, développant aussi des thèmes plus originaux, ils sont moins l'expression d'un 'nazisme breton' que de la sphère de l'idéologie d'extrême droite prônée par la Révolution Conservatrice allemande. Y est développée une véritable 'conception du monde' qui professe l'anti-intellectualisme, l'antirationalisme, le relativisme absolu en ce qui concerne l'homme, les peuples et l'histoire, la revalorisation de l'instinct: Y. Fournis, *Stur, la Révolution Conservatrice bretonne*, Toulouse, mémoire de maîtrise de Science Politique, 1996. Cf. les manifestes de cette époque: A. Déniel, *Le mouvement breton [...]*; A. Youenou, *Fransez Debauvais de Breiz Atao et les siens*, Rennes, 1972-1980, 6 t. (tome II).

37. R. Calvez, 1941: *le breton, langue d'Etat*, in: C. Bougeard (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, 2002, pp. 207-221. Le plus pur produit de cette position rigoureuse est l'article *Ni hon-unan* ("Nous-mêmes"), publié par R. Hémon dans la revue *Arvor* en septembre 1942; R. Calvez, *La radio en langue bretonne. Roparz Hemon et Pierre-Jakez Hélias: deux rêves de la Bretagne*, Rennes, 2000, pp. 264-265. R. Hémon a pu développer cette pensée après-guerre: R. Hemon, *La langue bretonne et ses combats*, La Baule, 1947.

38. En mai 1938, ABES touche en particulier les principales associations culturelles et sociétés savantes bretonnes, la majorité des parlementaires (avec la formation en juillet 1936 d'un

Certains membres des milieux culturels, depuis le début des années vingt, ont produits des œuvres de pédagogie ou d'exaltation nationaliste entièrement innervées par l'historiographie héritée du Premier *Emsav*. Parmi les œuvres pédagogiques, quelques ouvrages deviennent les piliers de la culture interne au mouvement nationaliste: *L'Histoire de notre Bretagne* de Jeanne Coroller (illustrée de gravures de Jeanne Malivel, figure des Seiz Breur)³⁹ ou *L'Histoire de Bretagne* de l'abbé Poisson (illustrée des gravures d'un autre représentant des Seiz Breur, X. de Langlais). Considérée comme nationalisante, l'œuvre de l'abbé Poisson reprend le fil du Premier *Emsav* pour dérouler les origines celtiques de la Bretagne, son développement économique et culturel comme royaume indépendant, sa résistance larvée au pouvoir central après le Traité d'Union entre la France et la Bretagne de 1532, avant que la Révolution n'annonce de vives répressions (chouannerie) et une longue stagnation économique. Et c'est précisément cette historiographie qui vise à prouver que le mouvement breton, né au sein de couches cultivées et conscientes de cette histoire, reprend "*le fil de la tradition bretonne et celtique*".⁴⁰ Ce mécanisme est parfaitement illustré par le centre de gravité politique de l'*Emsav*: le Parti National Breton. Décomposant l'histoire de Bretagne en quelques étapes majeures, il souligne le 'paradis perdu' de la période historique d'autonomie de la Bretagne et l'opposition séculaire à la 'prédation française'⁴¹. Pour mettre en mouvement cette historiographie, le Parti⁴² entame des actions de propagande, instaure les rituels de commémorations des grandes dates de l'histoire de Bretagne et organise en

Comité Extra-parlementaire de Front Breton), diverses collectivités locales et environ 350 conseils municipaux (qui ont adopté un vœu en faveur de l'introduction du breton dans l'enseignement): Ar Brezoneg Er Skol (ABES), *Enseigner le breton. Exigence bretonne*, Rennes, 1938.

39. J. Coroller, *Histoire de notre Bretagne*, St Vincent sur Oust, 1997 [1922].

40. H. Poisson & J.-P. Le Mat, *Histoire de Bretagne*, Spézet, 2000² [1954], p. 453.

41. Une brochure de vulgarisation historique du PNB permet de prendre la mesure de l'œuvre nationaliste de relecture de l'histoire de Bretagne: elle est placée sous le signe de la spécificité de la population bretonne, depuis l'émigration du Pays de Galles, et du bien-être politique et économique durant toute la période d'indépendance par rapport au royaume de France. Mais là intervient l'impérialisme français, désireux de conquérir militairement puis politiquement cette Bretagne riche – ce qui est entamé par la défaite militaire à Saint-Aubin-du-Cormier en 1488, poursuivi par l'imposition du traité d'Union de la Bretagne et de la France en 1532 puis la lutte du régime monarchique contre la résistance de la population bretonne, et achevé par l'assimilation durant la Révolution française (ce qui provoque la Chouannerie, ré-interprétée comme mobilisation nationaliste anti-française): *Notre lutte pour la Bretagne, notre histoire, nos idées, nos buts, Les éditions du Parti National Breton*, Rennes, 1941.

42. Au-delà des divergences entre courants. Ainsi, C. Lainé entamera sa carrière d'activiste militaire en août 1932, en détruisant à l'explosif le monument de l'Union de la Bretagne à la France sur la place de l'Hôtel de ville à Rennes (R. Caërléon, *Gwenn ha Du*, Pleyber-Christ, 1938) et développera ensuite une conception de la Bretagne proche de Stur. Sans se centrer sur l'histoire, le courant des frères Delaporte s'attache à la tête du PNB durant la guerre à rappeler les grandes dates de l'histoire nationaliste (B. Frelaut, *Les nationalistes bretons* [...]) et, plus largement, continue l'œuvre de l'avant-guerre pour populariser celle-ci par ses actions de propagande.

fonction d'elles des protestations symboliques.⁴³ De même, les chroniques internes au mouvement breton – premières ébauches d'une histoire de l'*Emsav* – émergent à cette époque, se focalisant sur une description hagiographique des militants les plus radicaux – ainsi de R. Caërléon et de l'organisation secrète Gwenn ha Du.⁴⁴

Mais O. Mordrel va plus loin, en menant un travail de ré-interprétation théorique de cette historiographie, sous l'angle très spécifique de la Révolution Conservatrice. Ici, la conception de la société bretonne est passée au filtre d'un anti-intellectualisme et d'un anti-rationalisme qui conduisent à redéfinir 'l'essence de la Bretagne': celle-ci est moins une patrie ou une nation qu'une sorte de spiritualité raciale ('une conception celtique de la vie') qui mêle nationalité, sanguinité et langue dans un déroulement anhistorique. Dès lors, l'histoire de la Bretagne devient celle du 'génie breton' qui, depuis ses origines nordiques, a tracé son sillon à travers les vicissitudes historiques: l'historiographie est alors la description de l'adaptation des structures politiques à la nature irréductible de chaque peuple, en fonction d'une conception vitaliste, relativiste et cyclique de l'histoire. Cette redéfinition du rôle de l'histoire est somme toute assez pauvre puisque, à travers ce filtre nouveau, *Stur* recycle tout l'héritage du premier *Emsav*: le bonheur de la période d'indépendance (où le génie breton s'exprimait pleinement) et l'opposition à la France (considérée comme décadente) – avec quelques ajouts plus stratégiques.⁴⁵ Bien que nettement moins affirmée, une même trame a pu laisser quelques traces au sein des principales revues du nationalisme culturel: *Arvor* et *Gwalarn*.⁴⁶

Toutefois, l'influence de cette historiographie nationaliste sur la société bretonne reste négligeable – c'est-à-dire globalement comparable au poids du PNB. Certes, il participe à l'espace public régional et parvient même, épisodiquement, à organiser des débats autour de ses propres thèmes – en particulier après l'attentat de 1932 contre le monument célébrant l'Union de la Bretagne à la France.⁴⁷ Par ce

43. Notamment en août 1932, lors des fêtes du quatrième centenaire de l'Union de la Bretagne à la France, en présence du Président du Conseil E. Herriot.

44. R. Caërléon, *Gwenn ha Du* [...].

45. L'avenir radieux dans l'Europe Nordique guidée par le génie germanique, l'écrasement des ennemis de la Bretagne (État français, juifs, latins...) etc.: Y. Fournis, *Stur* [...].

46. R. Calvez, *La radio en langue bretonne* [...].

47. Cet attentat entraîne des polémiques: tandis que le maire de Rennes proteste du "loyalisme [des Rennais] indéfectible envers la France et la République", le Président du Conseil Herriot, dénonce "un geste aussi stupide et aussi criminel" et exalte la Bretagne comme "force irréductible de la France..." Cette réaction donne l'occasion à Mgr Duparc, évêque de Quimper et du Léon, de donner de la voix pour rappeler la vitalité du régionalisme réactionnaire: concélébrant la complémentarité entre la 'petite' et la 'grande' patrie, il rappelle néanmoins que "nous [les Bretons] n'avons pas cessé d'être les fils de la Bretagne, quand la Bretagne est devenue française": R. Caërléon, *Gwenn ha Du* [...], p. 25. Seul le PCF, promoteur alors du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, soutient à cette occasion le mouvement nationaliste breton, notamment dans les pages de l'*Humanité*: H. Le Goff, *Le Parti communiste français et le mouvement autonomiste breton*, in: *Les Cahiers d'Histoire Sociale*, n° 16, 2000/2001, pp. 93-102.

biais, l'historiographie du nationalisme breton acquiert certes une certaine influence – en particulier sur l'Eglise qui, au cours des années trente, ouvre progressivement son enseignement à l'histoire et à la culture régionales.⁴⁸ Mais les principales élites régionales restent fidèles à la France et, comme les grandes institutions de la région lors de la débâcle de 1940, réinterprètent l'histoire bretonne en ce sens.⁴⁹ L'impact social de l'historiographie nationaliste est donc fort médiocre, sauf lorsqu'elle ouvre à un malentendu, comme l'interprétation du rôle de la population bretonne dans les guerres françaises: le chiffre largement surévalué des victimes bretonnes de la Première Guerre mondiale, martelé par les nationalistes, marque durablement les esprits de la région, au point d'être souvent accepté – mais d'abord comme une preuve de l'attachement de la Bretagne à la France.⁵⁰ En tout état de cause, cette construction de l'histoire est marginalisée lorsque le mouvement breton subit une répression rigoureuse lors de l'Épuration, à la Libération.

L'Après-guerre

Les années d'après-guerre sont difficiles pour le nationalisme breton, qui se recompose de manière différenciée. Tandis que le nationalisme politique se réaffirme sous une forme euphémisée sans renoncer à un conservatisme qui l'isole durablement, le nationalisme culturel prend une importance nouvelle par rapport aux années trente, et parvient à structurer un projet culturel qui commence à exercer une influence durable dans la société bretonne.

48. Sur la place de l'histoire et la culture régionales dans l'enseignement lié à l'Eglise: M. Lagrée, *Religion et cultures en Bretagne 1850-1950*, Paris, 2002; Y. Tranvouez, *Les catholiques et la question bretonne (1940-1944)*, in: C. Bougeard (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, 2002, pp. 285-306.

49. Y. Tranvouez, *Les catholiques [...]*; H. Fréville, *La presse bretonne dans la tourmente (1940-1946)*, Paris, 1979. Elles sont violemment hostiles à une indépendance possible que les menées nationalistes laissent (faussement) augurer: à la mi-juillet, l'Eglise condamne le séparatisme par les voix du cardinal Roques et des évêques de Quimper et Saint-Brieuc, tandis que de grands journaux régionaux réaffirment l'unité passé et à venir de la nation française. Outre *Le Nouvelliste du Morbihan* (B. Frelaut, *Les nationalistes bretons [...]*), *l'Ouest-Eclair* participe notamment à cette mobilisation générale des notables régionaux, en publiant un article de J. des Cognets sur "les libertés bretonnes" où, reconnaissant volontiers la légitimité de la passion et des inquiétudes de ses habitants envers la Bretagne, il fait appel à l'unanimité régionale en faveur d'une "formule de large restauration des libertés provinciales, dans l'unité nationale", puisque "c'est dans ce cadre et dans l'unité du nouvel État français régénéré qu'une Bretagne largement et loyalement dotée de ses libertés nécessaires doit trouver sa stabilité" (cité in: H. Fréville, *La presse bretonne [...]*, pp. 187-190). Sur la fidélité de l'Eglise bretonne à la France durant la guerre, cf. aussi Y. Tranvouez, *Les catholiques [...]*.

50. O. Mordrel, *Breizh Atao [...]*. Les nationalistes font usage d'une évaluation maximaliste des Bretons tués au combat (240.000), alors que les analyses les plus récentes ramènent à ce chiffre entre 120.000 et 150.000 – chiffres qui confirment d'ailleurs la large sur-représentation régionale dans l'hécatombe de la Grande Guerre: 22% de tués en Bretagne contre 16-17% en France, soit 4,6% environ de la population bretonne totale (contre 3,4% en moyenne nationale). C. Bougeard, *La Bretagne, d'une guerre à l'autre*, Rennes, 1999, p. 24.

Le nationalisme politique ré-émerge d'un rassemblement large prônant un apolitisme conservateur: le Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne (MOB). Impulsé par le retour en Bretagne de Y. Fouéré, il représente moins une innovation qu'un recours à l'idéologie du mouvement breton de l'avant-guerre⁵¹: Y. Fouéré entend ainsi concilier la décentralisation et la fédéralisation de l'État dans une Europe des peuples (ou une 'Europe aux 100 Drapeaux'), qu'il oppose à l'Europe du Marché commun.⁵² Mais le conservatisme du MOB explique qu'il échoue dans ses tentatives pour trouver des relais sociaux⁵³ et qu'il soit victime d'une scission en 1964, lorsque la jeune génération passe à gauche pour créer l'Union Démocratique Bretonne (UDB).

De son côté, le nationalisme culturel prend une forme proche du 'mouvement social' et devient le centre de gravité de l'*Emsav*⁵⁴ où il regroupe les nombreuses associations locales (les cercles de danse celtique avec Kendalc'h, les Bagadoù avec BAS, voire les éditions en langue bretonne autour de la revue *Al Liamm*). Malgré la concurrence d'autres mobilisations⁵⁵, des cadres souvent issus des milieux proches du PNB irriguent ces milieux associatifs où ils enserrent la culture bretonne dans des références historiques et politiques nationalistes. Ici, l'exigence d'une conscience de l'existence d'une nation bretonne, distincte de la France et appelée à être reconnue dans un pouvoir breton, permet de regrouper les différentes dimensions de la culture bretonne (la langue, la musique, la danse, l'histoire...) dans un projet collectif cohérent.⁵⁶ Sur cette base, les associations de musique et de danse s'élargissent à des milieux nouveaux au début des années cinquante, lui permettant de sensibiliser plusieurs dizaines de milliers de jeunes.⁵⁷

Cette différence d'influence sociale est d'autant plus flagrante que, sur le fond, ces deux variantes du nationalisme partagent une conception de l'histoire directement issue de l'avant-guerre. Consensuels au sein du MOB comme des revues les plus représentatives des milieux culturels (*Breiz, Ar Vro*), ses postulats sont peu novateurs. Le MOB revendique la résistance du 'pays réel' (la Nation bretonne) au 'pays légal' (l'État français) pour demander 'un État français pluri-national et fédéral'.⁵⁸

51. Son Projet d'Organisation de la Bretagne reprend les revendications régionalistes portées par les élites bretonnes depuis le début du siècle, avec les méthodes mises en place dans les années trente pour influencer les élus locaux (ABES et Comité consultatif de Bretagne). Le Projet d'Organisation de la Bretagne est reproduit in: L. Henry, *Le retour du mouvement breton après 1945 à travers le journal 'L'Avenir de la Bretagne'*, Fouesnant, 2003, pp. 144-146.

52. Y. Fouéré, *L'Europe aux cent drapeaux. Essai pour servir à la construction de l'Europe*, Paris, 1967.

53. Y. Poupinot, *Les Bretons à l'heure de l'Europe*, Paris, 1961; L. Henry, *Le retour du mouvement breton [...]*.

54. M. Nicolas, *Histoire du mouvement breton [...]*.

55. P.-J. Hélias, *Le quêteur de mémoire: quarante ans de recherche sur les mythes et la civilisation bretonne*, Paris, 1990.

56. M. Nicolas, *Le séparatisme en Bretagne [...]*.

57. R. Becker & L. Le Gurun, *La Musique bretonne*, Spezet, 1994.

58. Selon Yann Fouéré, intellectuel majeur de cette mouvance, il existerait une contradiction entre la Bretagne et la France parce que, historiquement, "en Bretagne la nation a toujours eu une existence distincte de celle du souverain", alors que l'État français préexisterait à sa nation, qu'il a tenté de créer au cours des siècles – et notamment en Bretagne après l'Union. Or, la résistance bretonne à l'État français, en faveur d'une conception libérale d'un État plus respectueux des Nations, aurait indiqué une voie nouvelle: un même État peut faire coexister plusieurs nations, contrairement à ce qu'impose en France le système d'enseignement d'une

Au sein du nationalisme culturel, l'une des expériences les plus riches est la revue *Ar Vro* qui, lancée comme modérée en 1954, se radicalise pour prôner des positions partagées, sur la longue période, bien au-delà de ses seuls animateurs. Elle demande une autonomie politique forte, permettant d'envisager l'existence d'une nation bretonne dans le cadre d'une 'Europe des Peuples', proche de l'"Europe aux Cent Drapeaux".⁵⁹ Dans ce cadre, l'historiographie est un instrument fort de légitimation de l'existence de la Bretagne. Témoignant d'un particularisme breton (celtique, spirituel) à travers les siècles et de l'existence passée d'un pouvoir breton, cette historiographie est censée ouvrir la voie à une revivification de la nation bretonne – en particulier par l'exaltation de la conscience nationale grâce à la commémoration des grands personnages et des événements majeurs de l'histoire de la Bretagne.⁶⁰ Ce nationalisme conservateur remobilise donc l'historiographie dans une continuité sensible avec les années de l'avant-guerre, constituant une filiation directe entre les origines de la Bretagne et le mouvement breton pour mieux fonder sa propre légitimité.⁶¹

Toutefois, l'objet principal de ce récit historique s'est déplacé: compte tenu de la réprobation sociale envers son attitude durant la guerre, le nationalisme mobilise son histoire récente de l'entre-deux-guerres pour se justifier. Deux grands types de récits vont en ce sens. Quelques rares auteurs entreprennent la publication des chroniques du deuxième *Emsav* – en particulier Y. Fouéré et R. Caërléon (alias R. Caouissin). Le premier allie à ses talents politiques et théoriques une solide connaissance des cercles les plus intimes du mouvement breton depuis les années vingt, qu'il distille dans une œuvre de longue haleine. Le second est l'historien quasi officiel du nationalisme breton qui, lui-même au cœur des milieux nationalistes, a commencé un travail de mémoire dès les années trente en collectant documents, textes et photographies qui lui permettent de publier plusieurs ouvrages très informés. A cette trame principale vient s'ajouter une seconde source, plus tardive ou plus épisodique: les témoignages des principaux protagonistes

part et l'organisation de l'État ("*dictatoriale dans son principe*") d'autre part, qui s'opposent autant à la construction de l'Europe qu'aux libertés régionales. Il faudrait donc promouvoir la diversification de l'administration et la fédéralisation de l'État: Y. Fouéré, *De la Bretagne à la France et à l'Europe, Texte de la conférence prononcée à Rennes le 16/05/1956*, s.l., 1956.

59. M. Nicolas, *Le séparatisme en Bretagne [...]*, pp. 184-189.

60. M. Nicolas, *Le séparatisme en Bretagne [...]*.

61. Dans son ouvrage consacré au mouvement breton durant les années 1938-48, Yann Fouéré (*La Bretagne écartelée (1938-1948)*, Paris, 1962) résume cette perspective classique en brochant en quelques pages un vaste tableau de l'histoire de la Bretagne (depuis l'émigration sur le continent des peuples de Grande-Bretagne, l'indépendance de l'État breton, l'Union à la France qui préserve les 'libertés' bretonnes, leur suppression par la Révolution française et la chouannerie), puis des principaux animateurs historiques du mouvement breton (depuis le dix-neuvième siècle jusqu'au nationalisme des années trente) pour aboutir à son véritable objet.

ou de leurs proches⁶², qui viennent entretenir des polémiques, pointilleuses mais à faible intensité, sur le déroulement exact des événements.

Sans négliger certaines qualités indéniables⁶³, ce fonds littéraire sélectionne les informations pour décliner une version nationaliste de l'histoire contemporaine que tous les travaux scientifiques démentiront plus tard. Au début des années soixante, Y. Fouéré en offre une synthèse largement partagée dans les milieux nationalistes⁶⁴: la collaboration avec le régime de Vichy ou l'Occupant était une nécessité historique, parce que les leaders nationalistes devaient s'adapter aux circonstances contemporaines, certes difficiles, pour tenter de sauvegarder les intérêts de la Bretagne dans la nouvelle donne géostratégique. Il s'agit donc d'une variante nationaliste bretonne de l'argumentaire de 'la politique de présence', généralement utilisé en France par les anciens milieux de la Collaboration.⁶⁵ Cette réorientation de l'historiographie nationaliste vise sans doute moins à établir une filiation avec l'*Emsav* qu'à refléter fidèlement la culture politique du nationalisme breton d'avant-guerre: celle-ci mélange les différents niveaux d'analyse, fusionnant la géostratégie et les stratégies groupusculaires, la philosophie allemande et les bricolages intellectuels, la société bretonne et les biographies individuelles.⁶⁶ Cet alliage est efficace politiquement pour légitimer toutes les stratégies chaotiques des nationalistes: emprisonnée dans un présent tragique digne des épopées classiques, cette historiographie est une hagiographie de ce que M. Denis a pu considérer comme de 'l'expédientisme' (1977).

62. Rappelons d'une part les ouvrages intarissables d'O. Mordrel (*Breiz Atao [...]*) et d'A. Youenou (en pas moins de six tomes: *Fransez Debauvais de Breiz Atao [...]*) et d'autre part les nombreuses mises au point d'autres protagonistes dans des ouvrages (T. Jeusset alias J.-Y. Keraudren, *A contre - courant*, Paris, 1965) ou des revues confidentielles, souvent proches de l'extrême droite comme quelques numéros de *Breiz Atao* (nouvelle série), *La Bretagne Réelle* ou plus tard la revue nationaliste *Gwenn ha Du* (C. Lainé, O. Mordrel sous divers pseudonymes, des membres du Bezen Perrot etc.).

63. En particulier, ces ouvrages contiennent des éléments informatifs indispensables pour comprendre l'histoire du mouvement breton dans l'entre-deux-guerres; par exemple, l'ouvrage de Y. Fouéré (*Histoire résumée du mouvement breton*, Quimper, 1977) sur l'histoire du mouvement breton est fort utile pour avoir une vision d'ensemble des organisations militantes sur le long terme. Sur un plan plus personnel, nous avons bénéficié durant des recherches menées il y a quelques années du soutien de certains représentants de cette historiographie – en particulier de Y.-V. Bouëssel du Bourg et de l'épouse de R. Caërléon – qui nous ont ouverts certaines de leurs archives, très riches. Qu'ils en soient remerciés.

64. Y. Fouéré, *La Bretagne écartelée [...]*.

65. R. Paxton, *La France de Vichy*, Paris, 1973.

66. Cette fusion des différents niveaux d'analyse pour hausser le micro au niveau du macro s'observe bien dans les ouvrages de Y. Fouéré (*La Bretagne écartelée [...]*) et de R. Caërléon. Ce dernier est sans doute l'exemple accompli de cette reconstruction de l'histoire contemporaine (dans une collection d'ailleurs intitulée *L'histoire contemporaine revue et corrigée*: R. Caërléon, *Complots pour une République bretonne*, Paris, 1967; R. Caërléon, *Au village des condamnés à mort*, Paris, 1970). Il a pu brosser un portrait du mouvement breton comme une filiation courant entre le Premier *Emsav* et le groupuscule de la collaboration armée (le Bezen

Mais cette reconstruction de l'histoire ne suscite guère de conflit intellectuel dans les années d'après-guerre, parce que tout ce travail est confidentiel, destiné à l'usage interne d'un mouvement politique isolé de la société bretonne par une opprobre vigoureuse.⁶⁷ Certes, les premiers temps de l'Épuration ont donné lieu à des polémiques, les nationalistes en fuite parvenant à susciter un soutien à l'étranger contre la largeur de la répression française. Mais, ensuite, rien ne vient contredire la légende noire de l'épuration qui se répand dans les cercles nationalistes, qui voient dans la Libération avant tout le retour du nationalisme français (des 'terroristes' de la Résistance ou de l'État français): celui-ci mène à une 'seconde persécution des girondins' (c'est-à-dire du mouvement breton) qui conduit à condamner indistinctement l'ensemble des militants.⁶⁸ Ceci renouvelle très différemment les variantes du nationalisme. Le nationalisme politique reste longtemps inscrit dans une trajectoire intellectuelle où la modération de certains (Y. Fouéré) peine à faire oublier que d'autres restent tenants de l'extrême-droite: certains des écrits les plus théoriques de l'entre-deux-guerres sont d'ailleurs recyclés sous formes d'ouvrages à usage interne au mouvement breton – avec en particulier O. Mordrel, qui calque certaines publications sur ses écrits dans la revue *Stur*⁶⁹ et vilipende vigoureusement la vulgate marxisante qui commence à apparaître avec la nouvelle génération militante des années soixante-dix.⁷⁰ Pourtant, dans les milieux culturels, l'influence de cette historiographie est réorientée vers une œuvre plus dynamique, plus en phase avec la société régionale: Kendalc'h et BAS promeuvent une conception globale de la Bretagne à travers sa culture et les manifestations de cette culture, assurant à ses membres une formation générale sur la Bretagne qui en popularise au niveau local une nouvelle image.

Perrot) (R. Caërléon, *Complots [...]*) ou faire une biographie minutieuse d'un militant permettant de résumer une quarantaine d'années d'histoire (R. Caërléon, *Complots [...]*; R. Caërléon, *Au village [...]*), ou mêler les biographies fort dissemblables de l'abbé Y.-V. Perrot (qui, précisément, n'a eu aucun rapport avec le groupe paramilitaire portant son nom: le Bezen Perrot), de C. Lainé (fondateur du Bezen Perrot) et d'un membre du Bezen Perrot (R. Caërléon, *Le rêve fou des soldats de Breiz Atao*, Quimper, 1975). Sur une période plus courte, une même technique est utilisée par un ancien membre du PNB, qui mêle savamment les récits sur la société bretonne durant la guerre, les éclats de la Résistance et les convulsions du mouvement nationaliste – en lui accordant d'ailleurs une place largement surévaluée par rapport à son importance sociale (H. Le Boterf, *La Bretagne dans la guerre*, Paris, 1969-1971, 3 t.).

67. M. Nicolas (*Histoire du mouvement breton [...]*) rappelle la violence que peut recéler le recours à l'histoire immédiate à la fin des années 1950: à propos d'une manifestation culturelle, l'hebdomadaire de la Fédération finistérienne de la SFIO dénonce les "menées fascistes" des partisans d'un "réveil autonomiste et antinational". Et celui-ci est nécessairement renvoyé au "travail néfaste fait pendant l'occupation par une poignée d'autonomistes bretons", qui "aidaient l'occupant, dénonçaient les résistants, étaient les fidèles soutiens de Pétain."

68. Y. Fouéré, *La Bretagne écartelée [...]*.

69. Par exemple O. Mordrel, *Le mythe de l'Hexagone*, Paris, 1981.

70. O. Mordrel, *La Voie Bretonne*, Quimper, 1975.

L'INSCRIPTION SOCIALE NOUVELLE DU NATIONALISME (1964-2004)

Un second cycle historiographique s'ouvre dans l'après-guerre, inverse du précédent. L'impulsion initiale est, dans les années soixante-dix, plus militante qu'académique: l'émergence d'une nouvelle génération au sein du mouvement breton⁷¹ y transforme la manière d'envisager la société bretonne, son histoire et le rôle que lui-même tient en Bretagne. Cette nouvelle conception de l'évolution historique (de l'historicité), centrée sur une conception dynamique de la nation, catalyse des analyses historiographiques nouvelles qui soulignent l'imbrication à chaque phase historique des questions nationales et sociales – au prix de durs débats intellectuels entre mouvances militantes. Cette contemporanéité nouvelle de l'*Emsav* provoque d'ailleurs un regain des analyses scientifiques, qui entreprennent de distinguer le bon grain de son dynamisme actuel (pour les sciences sociales notamment) de l'ivraie de son histoire récente (chez les historiens en particulier). Cette configuration nouvelle est reconduite durant la phase ultérieure (1980-90), avant de trouver une expression spectaculaire au début des années 2000. Le renforcement du mouvement culturel dans les années quatre-vingt-dix conduit à une centralité nouvelle de l'identité bretonne dans la société régionale, mais ouvre aussi à de sévères polémiques par voie de presse. Et, convoqués sur cette scène intellectuelle agitée, il revient aux scientifiques (historiens au premier chef) de tenter d'apaiser ces débats en organisant un grand colloque international visant à ré-affirmer les acquis antérieurs des recherches historiques et à faire une nette distinction avec la réalité actuelle du mouvement breton.

La refondation (1960-1980)

L'historiographie comme lieu de conflit

Après une décennie où l'espoir de l'*Emsav* a résidé dans le travail politique du Celib (Centre d'études et de liaison des intérêts bretons), et notamment dans l'obtention d'une loi-programme, 1964 marque réellement une rupture au sein du mouvement breton, et par-là dans sa vision de lui-même, de son rapport à l'histoire. Une nouvelle conception de l'historicité émerge⁷²: s'éloignant d'une politique de collaboration

71. De même que, au niveau hexagonal, d'une gauche favorable aux questions nationalitaires, dans le sillage de Mai 68.

72. Selon Michel Nicolas (*L'Emsav [...]*, p. 693) en 1964, "dans le même temps où la bourgeoisie bretonne fait [...] la preuve de son échec comme 'bourgeoisie nationale' [avec l'essoufflement du Celib], de nouvelles forces économiques apparaissent comme susceptibles d'être le moteur de l'Histoire de Bretagne: les classes populaires; c'est désormais vers elles que l'Emsav va se tourner pour inventer un avenir à la Bretagne, autour du thème d'un socialisme à construire. L'analyse qui va alors dominer à partir du début des années soixante s'exprimera par le slogan Bretagne = colonie, visant à rendre compte des multiples aspects (politique, économique, social, culturel, administratif) par lesquels se produit une domination de la société externe. À cette époque on passe donc d'un discours dont le thème essentiel est celui du sous-développement (d'où l'idée d'un retard économique à rattraper) à un discours dont le thème essentiel est celui d'une écono-

avec le Pouvoir, n'ayant pas donné les résultats escomptés, l'*Emsav* (aussi bien dans sa dimension politique que culturelle) rompt peu à peu avec son apolitisme antérieur, qui le condamnait à l'isolement, pour se revendiquer de gauche, du socialisme et des luttes de libération nationale⁷³.

Les années 1960-70 recomposent profondément le mouvement breton, qui s'ouvre à la société qui l'entoure. Politiquement, l'*Emsav* passe dans le camp progressiste: au-delà des petits groupes conservateurs, ses principales formations sont de gauche ou d'extrême-gauche et nouent des alliances avec les formations issues de ou renforcées par Mai 68 (PSU, LCR, etc.). Ceci explique que, durant les grands conflits sociaux qui marquent la Bretagne dans les années soixante-dix, la thématique bretonne est omniprésente: sans pouvoir atteindre un poids électoral fort, les formations comme l'UDB exercent désormais une influence symbolique importante. En termes culturels, les changements sont tout aussi profonds, lorsque le nationalisme se nuance pour devenir d'extrême-gauche.⁷⁴ Une génération nouvelle s'affirme, qui crée des réseaux nouveaux (Skol An Emsav) ou prend le contrôle de groupes anciens (Ar Falz), pour imposer au revival culturel une dimension politique sensible. Avec les bardes (Glenmor, X. Grall), les artistes (Stivell), les associations culturelles (Kendalc'h, BAS), les linéaments du premier réseau d'écoles totalement en langue bretonne (Diwan, en 1977), le mouvement breton multiplie son audience sociale au point de sembler incontournable. Aussi la Présidence de la République tente-t-elle une ouverture vers lui – et lui accorde la Charte Culturelle de Bretagne (1977), destinée à réconcilier la France et la culture bretonne.⁷⁵

Cette nouvelle conception de l'historicité résidant dans la lutte des classes et dans les luttes de décolonisation amène le mouvement breton, notamment après 1968, à une relecture du passé de l'histoire bretonne dont elle se revendique. L'exemple le plus flagrant de cette tendance est la popularité nouvelle que prend la révolte des Bonnets rouges de 1675 au cours des années soixante-dix, dans laquelle les militants bretons, à la suite de Porchnev⁷⁶, voient déjà l'origine de la lutte de libération

mie totalement dominée dont les sources d'initiatives locales sont brisées; la première attitude traduit l'idée d'un développement possible dans le système économique existant, la seconde traduit l'idée d'un changement nécessaire du mode de production."

73. M. Nicolas, *L'Emsav [...]*, notamment pp. 386-387. Comme en témoigne le succès au même moment du slogan 'Bretagne = colonie', imaginé par le MOB, popularisé par l'UDB, et repris dans les années soixante-dix par une bonne partie de la gauche, du PSU à la CFDT. Comme le souligne Vincent Porhel (V. Porhel, *Usage politique de l'histoire par le régionalisme breton dans les conflits sociaux des années 68*, in: *communication au colloque Les usages politiques de l'Histoire dans la France contemporaine des années 70 à nos jours*, Paris, 2003), "cette popularisation de la notion de colonie permet aux mouvements régionalistes des années 68 de s'intégrer dans le sens de l'histoire contemporaine et de participer aux débats nationaux et internationaux".

74. M. Lebesque, *Comment peut-on être breton? Essai sur la démocratie française*, Paris, 1970; P.-J. Simon, *La Bretonnité [...]*.

75. N. Lainé, *Le Droit à la parole*, Rennes, 1992.

76. Historien russe qui ajoute à une grille de lecture sociale de l'événement une grille nationale, faisant de la révolte des Bonnets rouges l'expression d'un peuple breton opprimé qui aspire à la fois à une libération nationale et à une libération sociale. Son étude, publiée en russe en 1940, est traduite et publiée en français par ESB en 1975: ESB, A. De La Borderie & B. Porchnev, *Les Bonnets Rouges [...]*.

nationale en Bretagne, et une conscience nationale qui se conjugue à une conscience sociale forte.

Cette nouvelle tendance du mouvement breton est confortée en 1968 par la révolte estudiantine qui réhabilite l'attrait pour la culture populaire et l'intérêt pour la cause régionale⁷⁷, puis en 1972 par la vague de mouvements ouvriers (symbolisée par la grève du Joint français à Saint-Brieuc, mars-mai 1972) et paysans (la grève du lait, mai-juin 1972) qui accroît l'intérêt de la gauche hexagonale pour la Bretagne.⁷⁸ Ceci engendre un renouveau (voire presque la création, ou pour le moins la refondation) de l'historiographie du mouvement breton, menée à l'origine de façon militante, par l'extrême-gauche.⁷⁹ En décembre 1971 puis en janvier 1973, le Parti Socialiste Unifié (PSU) publie des articles révisant l'histoire du mouvement breton.⁸⁰ À l'évidence ces articles sont militants et partiels, mettant l'accent sur les caractères les plus positifs et progressistes du mouvement breton⁸¹; ils n'en sont pas moins importants dès lors qu'ils sortent du mouvement breton l'écriture de sa propre histoire, lançant pour la première fois sur la scène publique le débat sur le mouvement breton.

En 1973, ce sont *Les Temps modernes*, revue dirigée par Jean-Paul Sartre, qui reprennent, sur un niveau plus élevé, cet élargissement de l'étude du mouvement breton. Le n° 324-326, de plus de 500 pages, est en effet un numéro spécial consacré aux *Minorités nationales en France*, contenant plusieurs articles sur la Bretagne, dont une *Histoire du mouvement breton* de Ronan Roudaut⁸² (pp. 170-194) et un article sur *La Bretagne et le socialisme* de Pierre Doridam⁸³ (pp. 223-233). Le premier

77. T. Kernalegenn, *Drapeau rouge et gwenn-ha-du. L'extrême-gauche et la Bretagne dans les années de soixante-dix*, IEP de Rennes, mémoire de DEA, 2002, pp. 37-49. Symbolisé par le succès du slogan 'Vivre et travailler au pays' au cours des années soixante-dix.

78. À quoi il faut ajouter le renouveau du FLB (Front de Libération de la Bretagne), qui acquiert un capital de sympathie non négligeable, comme en témoigne le procès d'octobre 1972.

79. La raison de cet intérêt intellectuel de révolutionnaires pour le nationalisme breton réside dans l'idée que la Révolution qu'ils appellent de leur vœux découlera de l'union entre luttes des classes et luttes nationales – ainsi le *Critique Socialiste* n° 11 déclare que "tout permet de croire que les prochains troubles révolutionnaires partiront des minorités nationales" (p. 6) –, d'où la nécessité de mieux connaître ces dernières.

80. *Que Faire*, n° 8/9, 1971 (*Colonialisme intérieur et minorités nationales*); *Critique socialiste*, n° 11, 1973 (*Spécial Bretagne*). La première revue, revue théorique de la gauche du PSU, publie entre autres une *Histoire du mouvement breton* de Gwenc'hlan Le Scouezec (pp. 6-13); la seconde, revue théorique du PSU, publie entre autres *La question nationale bretonne* de Glauda Millour (pp. 31-37).

81. À l'instar de Glauda Millour qui prétend par exemple que "les fondateurs en 1911 du premier Parti Nationaliste Breton sont des gens d'extrême gauche, anarchisants plus que 'socialistes'": G. Millour, *La question nationale bretonne*, in: *Critique socialiste*, n° 11, 1973 (*Spécial Bretagne*), pp. 31-37 [p. 33].

82. R. Roudaut, *Histoire du mouvement breton*, in: *Les Temps modernes*, n° 324-326, 1973 (*Minorités nationales en France*), pp. 170-194.

83. P. Doridam, *La Bretagne et le socialisme*, in: *Les Temps modernes*, n° 324-326, 1973, (*Minorités nationales en France*), pp. 223-233.

est le plus intéressant, qui vise à “analyser les différentes émergences du mouvement nationaliste breton en fonction du contexte socio-économique qui le détermine” (p. 171). En se centrant sur la constitution sociale du mouvement breton à chaque période et sur sa réflexion sur “les données socio-économiques de l’aliénation bretonne” (p. 175) il propose la première socio-histoire marxiste du mouvement breton, de son idéologie et de sa base sociologique.

Un réinvestissement de l’historiographie du mouvement breton a donc lieu au moment du rapprochement, notamment par le biais des mouvements sociaux, de la gauche et de l’*Emsav*. Faite généralement de focalisations⁸⁴ et de minimisations⁸⁵ sélectives, cette historiographie est, par certains côtés, instrumentale, visant à faciliter le nouvel ancrage du mouvement breton aux côtés de la gauche et des mouvements sociaux populaires (ouvriers, paysans, écologistes, etc.). Par son côté partial et partielle, cette historiographie provoque une réponse toute aussi militante, dans une historiographie qui prétend dénoncer l’imposture du mouvement breton. C’est le cas des études proposées dans la revue *La Taupe Bretonne* (5 numéros entre 1971 et 1973)⁸⁶, de même que des ouvrages de Daniel Chatelain et Pierre Tafani, *Qu’est-ce qui fait courir les autonomistes?* (1976), et de Yannick Guin, *Histoire de la Bretagne de 1789 à nos jours* (1977), sous-titrée *Contribution à une critique de l’idéologie nationaliste*.

À l’origine, le groupe qui publie *La Taupe bretonne*⁸⁷ se donne pour projet l’analyse critique des nationalismes, et du nationalisme breton en particulier.⁸⁸ Rapidement toutefois, ils s’accommodent des ‘nationalismes en place’, pour porter tous leurs efforts contre les revendications nationalitaires dont ils s’attachent à

84. Sur les tendances de gauche du passé de l’*Emsav*, et notamment sur les figures d’Émile Masson et Yann Sohier.

85. Sur les pages les plus sombres du mouvements bretons, et notamment ses tendances réactionnaires et ses dérives fascisantes (singulièrement pendant la Seconde Guerre mondiale): G. Le Scouezec, Histoire du mouvement breton, in: *Que Faire*, n° 8/9, 1971 (*Colonialisme intérieur et minorités nationales*), pp. 6-13. G. Le Scouezec, qui déplore que lors de la “répression généralisée contre tout le mouvement breton” à la fin de la Seconde Guerre Mondiale “nombre d’autonomistes qui n’avaient pas du tout collaboré, comme Yann Fouéré ou Yann Goulet, durent s’enfuir en Irlande sous le coup d’une condamnation à mort”, oubliant que Yann Fouéré entretenait d’excellentes relations avec certaines autorités d’Occupation (et, dans une moindre mesure, certains représentants du régime de Vichy en Bretagne) et Yann Goulet prit la tête des Bagadoù Stourm, groupes de jeunesse du PNB.

86. Revue publiée par le Groupe d’Études Politiques Bretonnes et Internationales, issu des sections parisiennes de l’UDB, exclues en 1970 de ce parti.

87. Animé notamment par Jean-Yves Guiomar et Alain Le Guyader, anciens membres exclus de l’UDB.

88. On peut notamment citer le texte d’A. Le Guyader, La Bretagne et ses idéologues, in: *La Taupe Bretonne*, n° 2-5, 1971-1973, reproduit in: A. Le Guyader, *Contributions à la critique de l’idéologie nationale*, Paris, 1978, et le texte de J.-Y. Guiomar, Essai sur la production du signe idéologique “Bretagne”, in: *La Taupe Bretonne*, n° 3, 1972, pp. 69-94; complété dans le n° 4, pp. 155-166.

dénoncer le côté contre-révolutionnaire. Travaille sans nuance, voire même sectaire, *La Taupe Bretonne* n'en propose pas moins une analyse stimulante de la question bretonne, proposant pour la première fois une déconstruction du discours du mouvement breton basée sur une théorie du nationalisme.

D. Chatelain et P. Tafani, dans un tableau des mouvements nationalistes régionaux de France, passent le militantisme culturel et l'idéologie nationaliste au crible de la lutte des classes. D'après eux, "*les mouvements régionalistes des années 60-65, à l'époque sous l'influence dominante des technocrates planificateurs de la région, se sont transformés après 1968, sous la poussée gauchiste, en fourre-tout idéologiques.*"⁸⁹ Ceci les conduit à une délégitimation des mouvements nationalistes sur l'autel de leur non-pertinence sociale: "*les vraies filiations idéologiques de la plupart de ces mouvements, ce sont les bonnes vieilles idées nationales de la bourgeoisie repeintes au goût du jour sous un vernis à la mode (autogestion...).*"⁹⁰

Enfin, Yannick Guin⁹¹ vise dans son ouvrage à "*la destruction de la mythologie nationaliste entretenue par la réaction depuis près d'un siècle et par le gauchisme ordinaire depuis quelques années*" (p. 9). À l'histoire proposée par les nationalistes bretons, il prétend répondre par une approche qui se réclame du matérialisme historique et déclare s'inspirer de la méthode adoptée par A. Gramsci pour analyser le problème du Mezzogiorno. Pour Y. Guin, il n'y a aucun doute: "*L'idée bretonne correspond aux chimères désespérées de fractions au destin bouché*" (p. 317), dès lors qu'elle ne serait que le produit du "*bloc agraire désagrégé*". Toutefois, privilégiant un marxisme orthodoxe, qui l'amène à proposer une analyse mécaniste et une histoire unilinéaire et réductrice, Y. Guin a été critiqué pour avoir sélectionné les exemples qui prouvent sa thèse initiale⁹² et d'avoir rangé "*dans les reliquats de l'Histoire les faits qui la gênent*".⁹³

Ainsi, l'ancrage du mouvement breton dans les mouvements sociaux de gauche de l'après Mai 68 diffuse ses problématiques et questionnements au-delà des cercles nationalistes. Il en résulte des réflexions originales sur ce nouvel allié et notamment sur son passé, ce qui n'est pas sans provoquer débats et frictions à gauche. Mais les polémiques autour de l'historiographie de la Bretagne ne sont pas l'apanage de la mouvance de gauche: la re-mobilisation de l'histoire dans les

89. D. Chatelain & P. Tafani, *Qu'est-ce qui fait courir les autonomistes?*, Paris, 1976, p. 305.

90. D. Chatelain & P. Tafani, *Qu'est-ce qui [...]*, p. 306.

91. Alors maître assistant à la faculté de Droit et de Sciences Économiques de Nantes.

92. Qui vise à démontrer que le mouvement breton épouse dès l'origine le destin du 'bloc agraire', dont il exprimerait l'idéologie réactionnaire. Il n'aurait donc pas de légitimité révolutionnaire car il émanerait de secteurs en désagrégation et non de secteurs d'avant-garde: Y. Guin, *Histoire de la Bretagne: contribution à la critique de l'idéologie nationaliste*, Paris, 1977.

93. C. Coulon, Sur une analyse linéaire, mécaniste et réductrice de l'histoire bretonne, in: *Pluriel*, n° 12, 1977, pp. 79-90. Tout à son analyse économiste, il n'évoque jamais les effets des politiques de l'État français sur la société bretonne.

années soixante-dix est aussi le fait de la génération antérieure qui revient spectaculairement dans l'actualité politique. Sans rien renier de son conservatisme, qui la coupe totalement des jeunes gauchistes, elle parvient à sa manière à s'inscrire dans les débats contemporains de la société bretonne. Ainsi, Y. Fouéré continue son œuvre d'élaboration d'une historiographie nationaliste⁹⁴ conforté par une nouvelle vague de travaux militants qui paraissent à cette époque.⁹⁵ Même si la plupart de ces ouvrages connaissent peu d'audience, le cas de Y. Fouéré provoque une curieuse fixation qui polarise une partie sensible de 'la question bretonne' sur son histoire durant la guerre. Certains opposants au nationalisme breton tentent de le délégitimer en soutenant la thèse infamante de la continuité historique, selon laquelle le nationalisme puiserait son origine dans une orientation fascisante venue du Parti National Breton de l'Occupation.⁹⁶

Ainsi H. Fréville, maire de Rennes pendant plus de vingt ans, utilise ses compétences professionnelles d'historien à la Faculté des Lettres de Rennes pour revenir sur l'Épuration d'après-guerre, qu'il dirigea en Bretagne dans le secteur journalistique. Dans un portrait de la presse bretonne durant la période 1940-46, il évoque les tentatives allemandes de prise de contrôle des grandes titres de la région (en particulier *La Dépêche de Brest* et l'*Ouest-Eclair* – futur *Ouest-France*) et les réactions des élites régionales face à cette stratégie. Revendiquant "*une saine méthode historique*", il convoque en fait ces élites devant le 'Tribunal de l'Histoire' en traçant la limite politique entre le bon grain et l'ivraie. Son ouvrage distingue nettement les dirigeants des journaux concernés, qui ont pratiqué une politique

94. Y. Fouéré, *Histoire résumée [...]*.

95. O. Mordrel, *Breiz Atao [...]*; A. Youenou, *Fransez Debauvais de Breiz Atao [...]*; R. Caërléon, *Au village [...]*; R. Caërléon, *Le rêve fou [...]*; H. Le Boterf, *La Bretagne dans la guerre [...]*; H. Le Boterf, *La Bretagne sous le gouvernement de Vichy: une tentative de décentralisation?*, Paris, 1982.

96. Sa proximité avec l'activisme clandestin (Front de Libération de la Bretagne, Armée Révolutionnaire bretonne) conduit les services antiterroristes à l'incarcérer au milieu des années soixante-dix: Y. Fouéré, *Histoire résumée [...]*. Sans que l'on comprenne bien pourquoi, R. Marcellin, ministre de l'Intérieur entre 1968 et 1974 puis président du Conseil régional de Bretagne, considère que Y. Fouéré occupe une place de choix dans le grand complot qui menace l'indépendance nationale: R. Marcellin, *L'importune vérité*, Paris, 1978. Cette thèse, à la limite fondée pour quelques individualités du FLB-Armée Républicaine Bretonne dont l'engagement militant remonte à cette époque (à commencer par Y. Goulet et Y. Fouéré), est démentie par toutes les autres évolutions de la nébuleuse FLB-ARB. Elle est pourtant régulièrement remobilisée par la police qui, lors des vagues d'arrestations, mêle des activistes et quelques personnalités marquées (outre Y. Fouéré, le fils d'un ancien proche du PNB voit sa filiation lourdement rappelée par la presse en juillet 1978, en dépit de son innocence et des fortes divergences politiques entre le fils et le père). Certains organes de presse partagent cette vision (le FLB fut traité de 'résidu du nazisme' à cette époque (A. Déniel, *Le mouvement breton [...]*) ainsi que certains élus régionaux (en décembre 1975 à l'Assemblée nationale, le socialiste L. Le Pensec, futur ministre socialiste, se voit traiter de 'fasciste' pour avoir protesté contre les arrestations récentes, dont celle de Y. Fouéré: V. Roué, *Le PS et la question bretonne - Du congrès d'Epinay à juin 1981*, Université de Rennes 1, mémoire DEA, 1996).

de la présence à leur corps défendant, des nationalistes bretons (en particulier Y. Fouéré), qui ont usé du soutien allemand pour prendre la direction de journaux qui leur étaient auparavant étrangers.⁹⁷ Entraîné dans une polémique, fort complexe, par une réponse de Y. Fouéré⁹⁸, il précise quelques années plus tard son propos. Il s'appuie sur des archives pour contester, entre autres, nombre de points majeurs de l'historiographie nationaliste: égratignant les grandes figures du mouvement pour collaboration (R. Hémon, C. Lainé, O. Mordrel, Y. Fouéré...), il replace leurs trajectoires dans la stratégie des autorités allemandes d'occupation, souligne leurs tentatives pour déstabiliser ou séduire certains préfets régionaux de l'État français etc.⁹⁹ Sans révolutionner les connaissances, ces travaux ont éclairé certaines zones d'ombre peu connues – mais laissent une impression de malaise, du fait du mélange des genres entre l'historien de l'après-guerre et l'acteur politique de la guerre et de l'Épuration. L'importance de ces travaux et de ces polémiques est en tout état de cause relativisée par le large développement de l'historiographie scientifique durant les années soixante-dix.

La fondation de l'historiographie scientifique

Ce contexte intellectuel influence l'historiographie scientifique en Bretagne qui, depuis la Seconde Guerre mondiale, s'était tournée vers d'autres cieux. Face à la présence massive des mouvements sociaux et des polémiques historiques dans l'espace public, elle se ré-approprie la thématique du nationalisme et réoriente de deux manières le regard porté sur lui.

D'abord, des historiens examinent attentivement la trajectoire du second *Emsav* et vont largement à l'encontre de sa reconstruction par les intellectuels nationalistes depuis la guerre. Deux textes fondateurs paraissent en 1976-77, qui convergent pour offrir une vision nettement plus précise du nationalisme des années 1920-45. A. Déniel dresse un large tableau du mouvement breton durant l'entre-deux-guerres, embrassant ses variantes politiques et culturelles, les idéologies et les trajectoires des différentes organisations et personnalités. Assis sur une fine connaissance de la littérature et des archives disponibles, il souligne le remplacement du régionalisme par un nationalisme très novateur dans les années vingt, avant que la crise économique ne vienne tendre le contexte breton et entraîner la dérive du nationalisme vers l'extrémisme puis la Collaboration dictée par l'espoir d'un État breton. S'il offre un tableau éloquent des errements des dirigeants représentant le nationalisme politique, ses conclusions sont plus ambivalentes en matière culturelle:

97. H. Fréville, *La presse bretonne [...]*.

98. Y. Fouéré publie une réponse où il dément point par point ces accusations et dénonce les conditions du procès fait à son journal durant l'Épuration: Y. Didro & Y. Fouéré, *L'Histoire du quotidien 'La Bretagne' et les silences d'Henri Fréville*, Saint-Brieuc, 1981.

99. H. Fréville, *Archives secrètes de Bretagne, 1940-1944*, Rennes, 1985.

le vaste travail du nationalisme pour sensibiliser la société bretonne à la culture régionale a été par certains aspects couronné de succès (notamment avec une certaine ouverture – largement apparente – de la structure des opportunités politique, par le régime de Vichy ou les autorités allemandes).¹⁰⁰

M. Denis, dans un article décapant, offre des résultats convergents mais va plus loin en offrant une synthèse de l'histoire du mouvement breton de cette époque, qui démonte les unes après les autres les idées reçues de l'historiographie nationaliste.¹⁰¹ Sa démonstration, convaincante et implacable, suit trois axes. Replaçant le mouvement nationaliste dans le jeu politique, il commence par souligner que son effondrement suite à l'Épuration puise moins à la dureté de la répression qu'à ses propres faiblesses¹⁰², d'autant plus que la stratégie collaboratrice a effectivement guidé une part solide du mouvement nationaliste, au point qu'on puisse, généralement, "*souçonner le second Emsav de n'avoir été aussi peu collaborationniste que bien malgré lui*". Il poursuit en décortiquant la culture politique interne du mouvement nationaliste: dépassant le culte de l'exemple du nationalisme irlandais, elle a accumulé les thèmes du fascisme¹⁰³, reflétant les contradictions des classes moyennes en ascension frappées par la crise capitaliste des années trente. Elles atteignent alors l'un des stades du fascisme où elles s'enferment dans une réaction irrationnelle exaltant les fétiches nationaux (histoire, langue), incapables d'élargir leurs revendications en dehors de la petite bourgeoisie. Il conclut en élargissant le propos à la nouvelle génération militante, encore partiellement dépendante d'une conception de l'histoire qui la coupe de la société contemporaine: elle n'a pas encore réussi à s'ouvrir fortement en acceptant "*la nécessité de rompre avec une idéologie anhistorique et la nécessité du mouvement de masse*". Quelques études, publiées ensuite, viendront confirmer ces conclusions, notamment celle de B. Frelaut sur le PNB durant la guerre et sa politique de collaboration.¹⁰⁴

Creusant cette piste de l'insertion du mouvement breton dans la réalité contemporaine, des analystes, plus inspirés des méthodes de sciences sociales, encouragent de leur côté un changement encore plus radical de perspectives. Nuançant les propos qui envisagent le nationalisme dans sa continuité historique, ils questionnent plutôt sa capacité contemporaine à s'inscrire dans les grandes évolutions, politiques et sociales, de la société – même s'ils doivent *in fine* constater que la reconstruction nationaliste de l'histoire est ici moins un atout qu'un

100. A. Déniel, *Le mouvement breton [...]*.

101. M. Denis, *Mouvement breton et fascisme; signification de l'échec du second Emsav*, in: C. Gras & G. Livet (dir.), *Régions et régionalismes en France du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, 1977.

102. Il constate que "*les conditions dans lesquelles périclite le second Emsav suffisent à faire douter de l'existence d'un sérieux courant nationaliste en Bretagne.*"

103. Élitisme, culte du chef, mépris du peuple, racisme, xénophobie et antisémitisme...

104. B. Frelaut, *Les nationalistes bretons [...]*.

obstacle. Qualifiant le mouvement breton comme une résistance à l'intégration par la nation française, M. Nicolas fait un rappel précis de l'histoire du mouvement breton, avant de se concentrer principalement sur son évolution politique et idéologique depuis la Seconde Guerre mondiale. En insistant systématiquement sur son insertion dans les réalités économiques (le développement industriel) et politiques (le verrouillage de la scène régionale par l'État et les élus locaux) plus larges, il constate la rupture introduite par la génération de l'UDB. Celle-ci parvient à trouver des espaces politiques nouveaux dans le contexte de l'épuisement de la mobilisation des élus (le Celib), en menant une politique propre – en vertu de laquelle les 'autonomistes redeviennent autonomes'. Encore cette rupture est-elle partielle: M. Nicolas conclut précisément sur la nécessité de s'ouvrir plus fortement à la société régionale pour y trouver des relais sociaux, compensant la faiblesse du nationalisme breton dans un jeu politique national où il est condamné à être nécessairement marginal. Mais cette perspective est justement rendue délicate par la culture interne du mouvement, où l'historiographie contribue à un 'sens de l'histoire' fort peu apte à la conquête des masses.¹⁰⁵

Ce questionnement est proche de celui d'un autre groupe de recherche en sciences sociales, parisien, qui nuance les perspectives de long terme sur le mouvement breton (y compris donc les récits historiographiques) par une réflexion épistémologique. Délaissant les interprétations novatrices mais largement théoriques de la sociologie française sur le régionalisme¹⁰⁶, ce groupe renouvelle considérablement le regard porté sur les mouvements régionalistes. Pour le courant d'analyse des mouvements sociaux autour d'Alain Touraine, ceux-ci sont désormais considérés comme au cœur des conflits face à l'État, qui caractérisent la modernité sociale – en Bretagne comme en Occitanie. Appliquée au cas breton, cette méthode conduit à se centrer sur l'historicité du mouvement breton, c'est-à-dire sa capacité à s'inscrire dans les conflits noués autour de l'évolution de la société régionale. Dès lors, l'objet principal de l'analyse change: refusant de considérer le nationalisme comme transhistorique, elle examine rapidement la trajectoire historique du mouvement pour se concentrer sur sa trajectoire sociale. Moins engagée dans les conflits au sein des élites régionales, cette sociologie reprend donc les grandes lignes de l'analyse historique pour souligner la modernité que représentait le nationalisme breton de l'entre-deux-guerres (même si ses bases sociales petites bourgeoises semblaient le condamner à la dérive fasciste). Mais, surtout, elle passe son expression contemporaine au crible de sa capacité à s'inscrire dans les formes

105. M. Nicolas, *Histoire du mouvement breton [...]*; M. Nicolas, *Le séparatisme en Bretagne [...]*.

106. Voir à ce propos le numéro 35 de la revue *Les Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, avec notamment les textes de C. Bertho (L'invention de la Bretagne [...]), P. Bourdieu (L'identité et la représentation [...]) et R. Chartier (Science sociale et découpage régional, in: *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 35, 1980, pp. 27-36).

nouvelles d'action sociale – et, à ce niveau, la conception de l'histoire portée par l'*Emsav* ré-apparaît, très ambivalente.

Car ces études débouchent sur des conclusions décevantes, sans doute du fait d'une définition très ambitieuse de l'objet mouvement social: même s'il exerce une influence symbolique inédite dans la société, le mouvement breton se caractérise avant tout par son incapacité à s'instituer comme acteur moteur du changement social.¹⁰⁷ Et la reconstruction nationaliste de l'histoire est le facteur principal de cet échec: malgré de sensibles progrès pour s'historiciser avec le Troisième *Emsav*, le nationalisme breton continue à reposer sur un 'imaginaire' anhistorique qui fait obstacle à l'action dans l'histoire véritable.¹⁰⁸ Ce faisant, il est aux yeux de L. Quéré un "*nationalisme de mort*" qui passerait à côté des "*vraies tâches*" historiques en se positionnant non dans "*l'enjeu véritable*" du conflit anti-hégémonique, mais dans la mystique du conflit nationalitaire entre la culture bretonne et l'État.¹⁰⁹

M. McDonald, une anthropologue anglo-saxonne, aboutit à des résultats similaires par une méthodologie différente. Par le biais de la méthode de l'observation participante, elle s'immerge durant pas moins de trois années dans le mouvement breton (1978-81), et acquiert une connaissance très fine du mouvement culturel breton, centré sur la langue, la culture et l'identité régionale. Si elle replace son étude dans le cadre de l'histoire longue de la Bretagne, du mouvement breton et – conformément à son objet privilégié, la langue bretonne – de l'Education Nationale (i-e française), elle observe aussi cette dimension historique dans le très court terme¹¹⁰ – c'est-à-dire sa concrétisation dans des cas précis et localisés (la

107. Au delà de leurs différences (entre R. Dulong et L. Quéré, notamment), les analyses des cas breton et occitan (A. Touraine e.a., *Le pays contre l'État [...]*) convergent pour reconnaître que le mouvement nationalitaire est finalement un mouvement social 'raté', car incapable de se constituer en acteur collectif sans l'État: "*le mouvement occitan, comme sous d'autres formes le mouvement breton, ne peut se développer qu'en se définissant comme un mouvement anti-étatique, ce qui est pour lui le seul moyen d'intégrer une conscience nationale et des luttes sociales*": A. Touraine e.a., *Le pays contre l'État [...]*.

108. R. Dulong, *La question bretonne*, Paris, 1975; L. Quéré, *Jeux interdits à la frontière: essai sur le régionalisme*, Paris, 1978. Cet échec est-il envisagé très différemment selon les auteurs: le cas breton a illustré la tension interne à ce courant d'analyse entre un marxisme strict, où le régionalisme est un échec qui reflète idéologiquement une modernisation socio-économique brutale (R. Dulong, *La question bretonne [...]*) et une sociologie plus inspirée d'A. Gramsci, qui tente de restituer l'importance et l'autonomie du travail politique et symbolique que mène l'action régionaliste (L. Quéré, *Jeux interdits [...]*).

109. Quéré définit la mystique nationaliste comme reposant sur une opération religieuse "*qui consiste à extraire un objet de la réalité historique pour lui conférer une existence autonome et le positionner en surplomb par rapport à la société*": L. Quéré, Les militants ont toujours les yeux bandés!, in: *Autrement*, n° 19, 1979 (*Bretagnes, les chevaux d'espoir...*), pp. 102-107.

110. Ce qui explique qu'elle se positionne à l'intersection entre l'anthropologie historique (discipline où les catégories du passé révèlent leur contexte historique de production) et une anthropologie de l'histoire (discipline examinant la manière dont les gens qui étudient l'histoire construisent le passé, et les conditions dans lesquelles prend place cette reconstruction): M. McDonald, *We are not French! Language, Culture and Identity in Brittany*, London, 1989.

filière d'enseignement Diwan et une commune rurale de Basse-Bretagne). Ses conclusions, sans appel, constatent le fossé social et culturel entre les pratiques linguistiques et éducatives des couches populaires en Bretagne et le mouvement breton, organisé sur une culture politique interne, où l'histoire de l'opposition à la France est omniprésente. Elle montre bien comment l'univers intellectuel (et créé par des intellectuels) de l'*Emsav* culturel use de stéréotypes fondés sur l'histoire, mais telle que reconstruite par "*l'enthousiasme militant*" du temps présent. Ceci débouche sur un tableau au vitriol qui démonte tous les mythes du militantisme (le panceltisme, l'opposition mécanique d'une nation bretonne à l'Etat français, le caractère populaire des militants etc.).¹¹¹ Ce travail aura un écho mitigé en Bretagne, mais sans doute est-ce du à un effet de méthode¹¹²; toujours est-il qu'il complète efficacement les analyses en termes de mouvements sociaux pour montrer comment l'historiographie militante isole le mouvement breton de la population régionale – qui, elle, ne voit pas de contradiction irrémédiable entre la France et la Bretagne.

Enfin, une troisième perspective, elle aussi inspirée des sciences sociales, offre à concilier les deux premières en tentant moins d'apporter des éléments empiriques nouveaux breton que d'élargir la problématique du nationalisme. Suite aux développements de l'ethnologie à l'Université de Rennes, une réflexion émerge pour la poser en termes d'ethnicité – ce qui donnera lieu, dans la revue du CERIEM¹¹³, *Pluriel*, à une re-conceptualisation de l'identité régionale. Tout en validant le résultat du travail des historiens sur la dérive fascisante du nationalisme durant la guerre, P.-J. Simon insiste d'abord plus systématiquement qu'eux sur la mécanique dialectique qui explique cette dérive: le nationalisme breton s'est calqué par mimétisme sur le nationalisme français et a connu une radicalisation d'autant plus vive qu'elle est une réaction à la violence du rejet de l'identité

111. M. McDonald, *We are not French [...]*.

112. A son corps défendant, M. McDonald verra ses travaux rapidement instrumentalisés dans les conflits en Bretagne entre les partisans et les adversaires du mouvement breton voire entre mouvances du mouvement breton – dans un contexte difficile pour lui, durant le fort reflux des années quatre-vingt. Aussi ses travaux ont-ils été très fraîchement accueillis par une partie de l'*Emsav* qui lui avait pourtant ouvert ses rangs en se prêtant au jeu de l'observation participante: M. McDonald, *We are not French [...]*, pp. 303-316. Il nous semble que, même si elle la replace dans un lointain contexte historique, M. McDonald privilégie exclusivement une méthode qui oriente le regard sur des cas très précis et localisés. Ceci permet de prendre le contre-pied du discours nationaliste sur lui-même: de découvrir tout ce que le militantisme breton a d'exotisme social, d'enthousiasme maladroit voire de médiocrité culturelle. Mais elle semble finalement réduire le mouvement breton à cette distance entre son discours et la réalité: elle ignore largement d'autres dynamiques plus positives, qui expliquent le succès ultérieur de l'identité bretonne.

113. Le Centre d'Etudes et de Recherche sur les Relations Inter-Ethniques et les Minorités, dont l'une des particularités est de décloisonner la question bretonne en associant systématiquement la recherche sur l'identité bretonne à celle sur d'autres minorités. Voir à ce propos la revue: les *Cahiers du Ceriem*.

bretonne par l'État français. Ainsi, l'idéologie du mouvement breton "*se présente à beaucoup d'égards comme une contre-idéologie, qu'elle est, par un phénomène de mimétisme et un jeu de miroirs, comme l'image inversée de l'idéologie nationale française*", ce qui autorise à "*voir un rapport direct entre l'affirmation exacerbée d'une identité collective par quelques activistes et son absolue négation*".¹¹⁴ Plus largement, cette perspective sociologique a un apport spécifique en ce qu'elle insiste sur la dimension créatrice du nationalisme: loin d'être l'expression de la société bretonne, l'ethnicité est née du mouvement breton et, dans ce processus, la modernité radicale du nationalisme politique et culturel de l'entre-deux-guerres a joué un rôle prééminent. "*Le problème breton, la revendication bretonne, la néo-ethnicité bretonne ne sont pas nés de la collectivité bretonne, mais sont des émanations du mouvement breton lui-même*"; et "*la naissance de la néo-bretonnité, de l'ethnicité bretonne contemporaine*" est précisément due au passage "*du premier Emsav, demeuré dans les perspectives d'un provincialisme ou au mieux régionalisme inoffensifs, au deuxième résolument moderne et d'un autonomisme tout imprégné de nationalisme*", pour Breiz Atao et Gwalarn.¹¹⁵ Et cette modernité attire finalement moins le regard sur le passé et ses récits historiographiques que sur la réalité présente du succès de l'identité bretonne à nuancer les phénomènes de domination.¹¹⁶

Cette perspective est accompagnée par les travaux personnels de S. Berger qui, après avoir travaillé en profondeur sur l'organisation historique de la Basse-Bretagne rurale¹¹⁷, prolonge son questionnement sous l'angle des rapports entre l'ethnicité et les relations centre-périphérie en France. Elle constate la puissance spécifique du "*mouvement ethnique*" en Bretagne (via sa conjugaison au régionalisme et la multiplication des organisations: culturelles, FLB, UDB...) et son évolution lourde: le passage à gauche de "*l'ethnicité régionale*" en Bretagne, dans un double

114. Il continue: "[il est permis de voir] dans l'*hyper-nationalisme de cette poignée de militants s'identifiant à un peuple soumis, selon eux, à une assimilation forcée, à un anéantissement identitaire, à ce que plus tard on appellera un ethnocide, le résultat détestable d'un mépris qui ne l'était guère moins. L'aventure de Breiz Atao dans la période de l'entre-deux-guerres peut être de la sorte analysée, rétrospectivement, dans ses contradictions et ses déchirements, son évolution de l'anti-centralisme et de l'anti-colonialisme au fascisme, et pour finir sa dérive totalement délirante dans l'ordre des idées (le 'racisme breton' de Mordrel) et criminelle dans l'action (la Bezenn Perrot), comme le moment de l'exaltation paroxystique d'une différence identitaire face aux forces, massives, elles, et continues, du refus de sa reconnaissance*": P.-J. Simon, *La Bretonnité [...]*, pp. 160, 189. Cet ouvrage est une synthèse des études parues à la fin des années soixante-dix dans la revue *Pluriel*.

115. P.-J. Simon, *La Bretonnité [...]*, pp. 168-169 et 195. Si l'ouvrage de P.-J. Simon est publié dans la période suivante, il s'inspire directement de travaux publiés au tournant des années 1970-80 dans la revue *Pluriel* – ce qui explique qu'il soit intégré dans la période 1960-70.

116. P.-J. Simon, *La Bretonnité [...]*; F. Elegoet, Bilinguisme ou domination linguistique?, in: *Les Temps Modernes*, vol. 29, 1973, n° 324-325-326, pp. 213-222.

117. S. Berger, *Les paysans contre la politique*, Paris, 1975.

mouvement de politisation et de radicalisation. Expliquant par des évolutions politiques l'apparition de ce nouvel univers symbolique revalorisant l'identité régionale, elle conclut que la singularité de la Bretagne repose moins sur l'existence de traditions ethniques que sur leur fonction de loupe grossissante des tensions entre le centre et la périphérie.¹¹⁸ Cette analyse complète avec bonheur – sans les infirmer ou les remplacer – celles qui insistent sur l'isolement du mouvement breton par rapport à la société régionale.¹¹⁹ Pour S. Berger, la culture bretonne réinventée, qu'elle considère comme le "*médium d'expression du nationalisme breton*", atteint un degré d'inscription sociale nouveau en Bretagne, par sa capacité spécifique à refléter et médiatiser les grands enjeux de la société contemporaine.¹²⁰

Débats de société et renouveau de l'historiographie (1980-2004)

Cette dernière partie visera à étudier l'actualité de l'historiographie du mouvement nationaliste breton. Les années quatre-vingt et le début des années quatre-vingt-dix se caractérisent par la discrétion du mouvement breton et une question régionale qui n'est plus à l'ordre du jour, la question semblant réglée après les lois de décentralisation de 1982. Ce silence social, après le vacarme des années soixante-dix, se caractérise aussi par la quasi absence pendant une quinzaine d'année de toute étude sur le mouvement breton.¹²¹ L'intérêt pour la question ne ressurgit qu'à la fin des années quatre-vingt-dix (à partir de 1997-1998) au travers des polémiques médiatiques autour du mouvement breton et de l'historiographie de la Bretagne, et un renouveau assez remarquable des études scientifiques sur l'identité bretonne et le mouvement breton.

118. S. Berger, *Bretons and Jacobins: Reflections on French regional ethnicity*, in: M.J. Esman (ed.), *Ethnic conflict in the Western World*, Ithaca (New York)-London, 1977.

119. R. Dulong, *La question bretonne [...]*; L. Quéré, *Jeux interdits [...]*; M. McDonald, *We are not French [...]*.

120. S. Berger, *Bretons and Jacobins [...]*. Dans les circonstances politiques d'alors (fermeture de l'Etat central aux revendications régionales, conversion de la gauche au régionalisme, réappropriation par des mouvements sociaux professionnels ou écologistes), l'ethnicité permet de penser les tensions politiques nées de l'évolution du régime politique (inégalités régionales, poids de la bureaucratie). En ce que le mouvement ethnique produit un soutien indirect mais décisif au régionalisme, "*l'avenir de l'ethnicité en France ne dépend pas de la survivance des différences linguistiques et culturelles, mais de la manière dont les relations changeantes entre le centre et la périphérie sont perçues et politiquement interprétées.*"

121. En tous cas par rapport à la décennie précédente et à la décennie suivante. Pour les années allant de 1981 à 1997, nous ne pouvons citer que la publication tardive de quelques travaux réalisés avant 1981: B. Frelaut, *Les nationalistes bretons [...]* (issu d'une maîtrise d'Histoire soutenue en 1970); M. Nicolas, *Histoire du mouvement breton [...]*; M. Nicolas, *Le séparatisme en Bretagne [...]* (issu d'une thèse en Sciences politiques soutenue en 1980); M. McDonald, *We are not French [...]* (issu d'une enquête réalisée en 1978-81), ainsi que H. Guillorel, *Problème breton [...]*; H. Guillorel, *The Social Bases of Regionalism [...]*.

L'historiographie du mouvement breton au centre d'une polémique médiatique

Après les luttes sociales et le très dynamique renouveau culturel breton des années soixante-dix, un consensus mou se dégage en Bretagne au cours des années quatre-vingt, regardant d'un œil bienveillant mais passif les revendications en faveur de la langue bretonne ou les productions culturelles bretonnes, alors que les partis politiques nationalistes bretons restent anecdotiques. Un fort renouveau culturel s'observe néanmoins à partir de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, avec notamment un retour en vogue des manifestations culturelles organisées dans la mouvance du mouvement breton (*festoù-noz*, festivals etc.).¹²² En témoigne le retour d'ouvrages génériques sur le mouvement breton à l'instar de l'ouvrage grand public d'E. Chartier et R. Larvor sur la question bretonne, qui propose une enquête sur le mouvement politique breton dans toute sa diversité.¹²³

Après le foisonnement groupusculaire des années soixante-dix, le mouvement breton se stabilise au début des années quatre-vingt autour de trois petits partis politiques: le Pobl (Parti pour l'Organisation de la Bretagne Libre), l'UDB et Emgann, dont aucun n'émerge vraiment. Tandis que le Pobl rassemble quelques dizaines d'animateurs avec un discours conservateur directement inspiré par Y. Fouéré, Emgann ne parvient guère qu'à regrouper quelques centaines de membres dans une orientation d'extrême-gauche – dans une logique d'organisation aussi radicale que marginale. Seule l'UDB parvient réellement à s'inscrire dans le jeu électoral, mais avec des résultats modestes: si elle obtient des postes nombreux de conseillers municipaux et d'adjoints au maire par le biais d'alliances électorales avec le Parti Socialiste, son plus beau succès reste l'élection de trois conseillers régionaux en 2004.

Ces années sont plus riches pour le mouvement culturel – et pour les réseaux nationalistes qui souvent en sont le fer de lance: leur présence, discrète dans les années quatre-vingt qui sont celles de la refondation, s'affirme dans la décennie ultérieure. Sur le plan linguistique, la consolidation d'un réseau important d'écoles en langue bretonne, par immersion (Diwan) ou bilingues (Div Yezh dans le public et Dihun dans le privé), confère au mouvement breton une puissance et une légitimité nouvelles dans la société bretonne. Ces réseaux scolarisent environ 7400 élèves en 2001 (dans plus d'une centaine d'établissements) contre une quinzaine d'élèves en 1977. Sur le plan de la musique et de la danse, les difficultés des années quatre-vingt (avec le recul de la vogue de la musique bretonne) préparent l'explosion associative des années quatre-vingt-dix: la génération formée à partir du début des années soixante-dix connaît des succès sans précédents, avec le renouveau des *festoù-noz*, l'émergence de nouveaux groupes (Ar Re Yaouank, Carré Manchot, etc.) et le succès de spectacles à renommée internationale (tels que *L'Héritage des Celtes* de Dan ar Braz). Ce regain artistique prend sa source dans un tissu dense de grandes associations (Kendalc'h, BAS) qui, plus puissantes que jamais, couvrent l'ensemble de la région. Enfin, toutes ces associations parviennent progressivement à obtenir une reconnaissance de la part des grandes institutions: après le Conseil Culturel de Bretagne et l'Institut Culturel de Bretagne (créés par l'Etat et la Région au tournant des années 1970-80), le Conseil régional constitue en 1999 un organisme spécifiquement consacré au développement de la langue bretonne (Office de la Langue Bretonne).

122. M. Nicolas, *Bretagne, un destin européen*, Rennes, 2001.

123. E. Chartier & R. Larvor, *La question bretonne. Enquête sur les mouvements politiques bretons*, Plougastell-Daoulaz, 2002.

En 1997 pourtant, ce consensus apparent prend fin et le débat renaît avec le renouveau des polémiques sur la question bretonne, qui révèlent certaines crispations profondes de part et d'autres. Le débat vise une partie de la culture interne du mouvement breton qui reste innervée par des références discrètes, mais multiples et significatives, à certains de ses principaux animateurs politiques et culturels durant l'entre-deux-guerres et la guerre. Pour certains des leaders de l'*Emsav* – surtout de la génération précédente mais aussi, plus rarement, de la génération contemporaine – l'historiographie militante composée à cette période reste valide, comme la révérence portée aux militants culturels de cette période délicate.¹²⁴ Aussi, même si la pratique reste souvent marginale (bien plus que ne le suggèrent les polémiques), une part de cet héritage reste-t-il activé durant les années quatre-vingt-dix.¹²⁵ Une violente critique de ces pratiques se cristallise à l'origine autour du personnage, symbolique pour l'*Emsav*, de Roparz Hemon¹²⁶, accusé d'avoir collaboré avec les Allemands lors de l'Occupation, avant de s'élargir à toute la période de la Seconde Guerre mondiale, avec le resurgissement du thème de la collaboration du mouvement breton avec les Allemands. Porté par certains individus très engagés contre le mouvement breton, aussi bien sur internet que dans la presse, dont la figure la plus emblématique est Françoise Morvan¹²⁷, le débat atteint rapidement un niveau qui dépasse la Bretagne.¹²⁸ Cette polémique, qu'il est possible de

124. C'est-à-dire à la génération *Gwalarn*, distingués de leurs pairs de *Breiz Atao*.

125. Ainsi, certains textes d'époque sont-ils régulièrement republiés dans des revues confidentielles, certains hommages à leurs auteurs sont-ils rendus etc.

126. Roparz Hemon, pseudonyme de Louis Paul Nemo (1900-1978), linguiste, grammairien, lexicographe, écrivain et militant culturel infatigable, est dans une large mesure considéré comme le père du mouvement culturel breton. Il fut aussi condamné à l'"indignité nationale" en 1946, notamment pour avoir animé des émissions de radio en langue bretonne sur Radio Bretagne pendant la guerre et avoir été partisan de la collaboration culturelle avec l'occupant: R. Calvez, *La radio en langue bretonne [...]*. Le débat autour de Roparz Hemon part du fait que son nom avait été donné au premier collège Diwan. Après trois ans de polémiques, celui-ci sera débaptisé en mai 2000: *Ouest-France*, 14 mai 2000. Pour rappeler les petites causes (stratégiques) des grandes Causes (idéologiques), soulignons que les pressions du Conseil général du Finistère sont d'autant plus fortes qu'il est à cette époque en train de redéfinir ses relations avec le mouvement breton – et que menacer le financement des écoles Diwan est fort explicite.

127. F. Morvan est auteure d'une thèse de littérature sur François Luzel, folkloriste breton du dix-neuvième siècle. Elle est l'auteure depuis de *Le Monde comme si. Nationalisme et dérive identitaire en Bretagne*, Arles, 2002, réquisitoire contre le mouvement breton qui, sous la forme d'une autobiographie, résume une théorie du complot – et ne recule pas devant les attaques les plus personnelles. Ancienne militante en rupture de ban, elle dénonce "le délire ethnciste à relents mystiques" du mouvement breton (p. 244) dans son ensemble, condamnant au passage les "vrais criminels" (les historiens plus nuancés) (p. 299) et, pour faire bonne mesure, tous ceux qui soutiennent ce qui est, à tout prendre, le "produit d'appel de l'ultra-libéralisme" (p. 334).

128. Cf. la parution de très nombreux articles dans la presse française, dont des dossiers spéciaux dans *L'Express* (E. Conan, La Bretagne en noir et blanc: une histoire revisitée, 19 juillet 1999, pp. 36-40) ou encore dans *Le Nouvel Observateur* (Nationalistes bretons et collaboration: la polémique, 7-13 décembre 2000).

comparer à un contre mouvement social, se nourrit même du choc de l'attentat de Quévert en avril 2000¹²⁹, pour relancer de nombreuses autres polémiques concernant le mouvement breton ou l'historiographie de la Bretagne. Sans pouvoir ici développer l'ensemble de ces accusations et questionner leurs fondements éventuels, nous resterons centrés sur leur rapport à l'historiographie du mouvement breton.

Remarquons tout d'abord que, pour la première fois, l'histoire de la Bretagne et du mouvement breton est portée de façon aussi générale sur la scène publique: le journal *Ouest-France*, diffusé à plus de 770 000 exemplaires et peu suspect de sympathie envers le nationalisme breton, entame à cette époque la publication d'une bande dessinée de Reynald Secher, racontant l'ensemble de l'histoire de la Bretagne – œuvre de longue haleine qui suscite rapidement des polémiques.¹³⁰ Remarquons en second lieu que cette polémique 'historiographique' surgit après vingt ans de silence sur la question bretonne, au moment précis où le mouvement culturel breton retrouve un fort dynamisme et une assise sociale.¹³¹ Toutes ces accusations finissent d'une manière ou d'autre par évoquer son influence (souvent supposée délétère) dans la société bretonne – quitte à amalgamer des affaires au demeurant fort différentes¹³², en dépit des travaux des historiens.¹³³

129. Après une première vague d'attentats à la fin des années soixante et au cours des années soixante-dix par le Front de Libération de la Bretagne (FLB), une accalmie avait suivi l'amnistie de François Mitterrand en 1981. En 1996 pourtant réapparaît une Armée Révolutionnaire Bretonne (ARB) qui commet une quarantaine d'attentats jusqu'au drame de Quévert en avril 2000, qui voit l'employée d'un restaurant de ce village breton trouver la mort lors de l'explosion d'une bombe. Attribué alors à l'ARB, les conséquences de ce drame n'ont toujours pas été éclaircies malgré le procès de mars 2004 qui condamne des militants bretons accusés d'avoir appartenu à l'ARB, sans qu'aucun d'entre eux ne se voit condamné pour l'attentat mortel de Quévert.

130. Sur une œuvre d'une dizaine de volume couvrant une vaste période (des origines à nos jours), le traitement de deux périodes est particulièrement reproché aux auteurs: la Chouannerie et la Seconde Guerre mondiale. Malgré la stratégie de *Ouest-France* qui tente de calmer ces conflits, la polémique se développe lorsqu'une partie de la presse parisienne (*Télérama* notamment) relaye volontiers les accusations (des liens des auteurs de la bande dessinée avec l'extrême-droite ont ainsi été mis en avant) – et suscite en retour des prises de positions dans la presse régionale (voir par exemple un journal plus marginal, d'inspiration économique, *Le Nouvel Ouest*, n° 47, janvier 2000: Paris nous prend pour des ploucs!): H. Le Honzec & R. Secher, *Histoire de Bretagne des origines à nos jours*, Noyal-sur-Vilaine, 2002, 10 vol.

131. Ce renouveau prend parfois la forme d'une nostalgie de la période précédente comme en témoigne le livre de Nono, Y. Quentel & D. Yonnet, *Nos années de Breizh, la Bretagne des années 70*, Rennes, 1998.

132. L'effort le plus méritoire en ce sens est sans doute le fait du réseau Voltaire, qui évoque par exemple un front commun entre O. Mordrel, *Ouest-France, le patronat breton et l'Opus Dei* (par exemple: *Ouest-France publie une BD contre-révolutionnaire en 340 épisodes*, in: *Reseau Voltaire, note d'information*, 1 décembre 1999: <http://www.reseauvoltaire.net/article894.html>.) (page consultée le 20 juillet 2005). La crédibilité du réseau Voltaire a été depuis fortement mise à mal par les polémiques sur l'attentat envers le Pentagone au début des années 2000. Cf. aussi la revue *Le Nouvel Observateur*, n° 1883, 2000, avec plus de prudence, le dossier: *Nationalistes bretons et Collaboration, cahier Spécial Bretagne*.

133. Pour une synthèse des connaissances sur la question, cf. M. Denis, *Le mouvement breton pendant la guerre [...]*.

Remarquons enfin que, contrairement aux souhaits de leurs promoteurs, cette polémique historiographique n'a affecté que marginalement le mouvement breton et son image sociale en Bretagne, notamment du fait des dérives de cette polémique dans la presse parisienne.¹³⁴ Elle semble au contraire avoir participé à un renouveau de l'examen collectif de l'histoire récente du mouvement breton, parce que l'une des lignes principales de ces affrontements intellectuels réside dans le lien à opérer entre l'avant-guerre (et le nationalisme) et la période actuelle (et l'identité bretonne au sens large). Or, ces liens sont moins évidents que jamais – même si certains travaux scientifiques ont pu être mobilisés pour souligner la continuité.¹³⁵

D'abord, d'éminents représentants des élites régionales refusent de voir réduire leur œuvre de ré-appropriation de l'histoire bretonne à une croisade politique douteuse – et continuent à tracer patiemment le sillon de 'l'identité bretonne'. C'est avec toute l'influence sociale de son journal que le rédacteur en chef de *Ouest-France*, Didier Pillet, peut déclarer au *Monde* qu' "*on n'a pas le droit d'interdire depuis Paris le droit aux Bretons de prendre connaissance de leur histoire*", et déplore que "*la collaboration particulièrement honteuse en Bretagne [...] d'un petit noyau d'individus a souvent été utilisée pour disqualifier les revendications régionalistes en Bretagne.*"¹³⁶

Plus encore, ces polémiques cachent que, plus profondément, certaines personnalités à l'intersection du champ scientifique et du mouvement breton se réapproprient le thème pour effectuer un travail critique de mémoire sur le comportement de l'*Emsav* lors de la Seconde Guerre mondiale, permettant au mouvement breton d'éclaircir sa propre histoire. Ainsi, K. Hamon, issu du mouvement breton, fait un tableau sans concession de la collaboration politique du Parti National Breton durant la guerre¹³⁷ – voire de la collaboration policière d'une minorité extrémiste mais symbolique¹³⁸, après un profond examen des archives de l'époque. Bien que ces travaux aient reçu un accueil assez froid dans certaines parties du mouvement breton, ils constituent une occasion de mener collectivement un travail de mémoire longtemps attendu, sous la forme d'un 'droit d'inventaire' permettant d'éclaircir sa propre histoire.¹³⁹ Entre aussi dans cette catégorie

134. Avec des articles du style: Ils ont des chapeaux ronds, vive les nazillons, in: *Le Vrai Papier Journal*, janvier 2001, pp. 73-77; cf. M. Bergere, *Les usages politiques de la Seconde Guerre mondiale en Bretagne: Histoire, mémoire et identité régionale*, in: *Les usages politiques de l'histoire. Colloque Centre d'histoire sociale du XXème siècle*, Paris, 2003.

135. Notamment ceux de R. Calvez: R. Calvez, *La radio en langue bretonne [...]*.

136. *Le Monde*, 23 mars 2000, p. 13.

137. K. Hamon, *Les nationalistes bretons [...]*.

138. K. Hamon, *Le Bezen Perrot. 1944: des nationalistes bretons sous l'uniforme allemand*, Fouesnant, 2004.

139. Le premier ouvrage en particulier a reçu un accueil très différencié: même si certains proches des anciens leaders du PNB durant la guerre ont réagi avec virulence contre cet ouvrage,

l'ouvrage, plus journalistique, de G. Cadiou: en rappelant les principaux éléments de cette période, il entend "*faire le ménage*" (p. 247) pour rompre définitivement avec cette période.¹⁴⁰ Mais sans doute est-ce la réaction scientifique à ces polémiques qui reste la plus illustrative des transformations des rapports entre l'historiographie militante et la société régionale: elle dénonce les amalgames, faisant clairement la part des choses entre les dérives du mouvement breton lors de la Seconde Guerre mondiale et le caractère progressiste et ouvert de l'*Emsav* contemporain.

La réaction scientifique

La contribution la plus frappante des études scientifiques à la connaissance du mouvement breton réside dans le ré-investissement du sujet par les historiens académiques: loin de conduire à son refoulement, la polémique ressuscite l'intérêt historiographique pour l'*Emsav* dans la période de la Seconde Guerre mondiale. Elle provoque en effet l'organisation d'un grand colloque international par le Centre de Recherche Bretonne et Celtique (Université de Bretagne Occidentale), sous la direction de Christian Bougeard.

Sous l'œil condescendant de certains journalistes parisiens¹⁴¹, ce colloque vise à "*répondre à la "demande sociale forte" en Bretagne*" en utilisant les armes des historiens "*c'est-à-dire les armes du savoir, afin de faire partager les acquis de la recherche historique, de manière non polémique*".¹⁴² Pour ce faire, le colloque entend revenir sur la période en élargissant considérablement le débat en deux directions: il s'agit de replacer l'histoire du mouvement breton d'une part dans le contexte de la société bretonne (y compris donc la Résistance et sa mémoire, la politique de collaboration d'Etat ou les attitudes de la population bretonne durant la guerre) et d'autre part au regard d'autres expériences régionales en Europe (Provence, Flandres, Wallonie, Corse, Pays Basque)... Pour ce qui est du mouvement breton, la synthèse et l'avancement des connaissances confirment globalement les travaux scientifiques antérieurs: le mouvement breton a tenté de faire progresser ses propres objectifs¹⁴³ en s'engageant dans une puissante collaboration politique et culturelle¹⁴⁴

une partie de la génération nouvelle du mouvement breton semble au contraire soutenir sa tentative de ré-examen de l'histoire du mouvement breton (ce livre est en particulier édité par la maison d'édition An Here, pilier du mouvement culturel depuis les années quatre-vingt).

140. G. Cadiou, *L'hermine et la croix gammée. Le mouvement breton et la collaboration*, Paris, 2001.

141. En particulier le journal *Le Monde* qui, à l'approche du colloque, publie un long article sur la période, avec un titre qui contredit toute l'historiographie scientifique depuis les années soixante-dix: Des cadavres dans le lit clos, in: *Le Monde des Livres*, 2 novembre 2001.

142. C. Bougeard, *Bretagne et identités régionales [...]*.

143. C. Calvez, *1941 [...]*.

144. L. Boissou, *L'Allemagne et le nationalisme breton (1939-1945)*, in: C. Bougeard (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, 2002; M. Denis, *Le mouvement breton pendant la guerre [...]*.

– ce qui lui valu une répression sévère et justifiée à la Libération¹⁴⁵ même si les trajectoires individuelles sont parfois plus complexes qu'il y paraît.¹⁴⁶ Aussi C. Bougeard peut-il reconnaître le succès de l'"ambition de montrer qu'il n'y a aujourd'hui ni tabous, ni zones d'ombres, ni questions que les historiens auraient plus ou moins volontairement oubliées ou occultées..."¹⁴⁷ même si ce colloque ne signe sans doute pas la fin des débats sur la question.

Au-delà de son ambition intellectuel, le colloque est aussi un très grand succès social: l'assistance a compté plus de quatre cent personnes au total – rassemblant des scientifiques, des militants de l'*Emsav*, des représentants des élites régionales (du Conseil régional notamment) et des esprits curieux. Mais son influence ne s'arrête pas là, parce qu'il est fort bien couvert par la presse régionale et nationale: les deux principaux journaux de Bretagne (*Ouest-France* et *Le Télégramme*) annoncent le débat puis restituent chaque jour le contenu des interventions, durant les trois journées de la rencontre.¹⁴⁸ Sereins, les échanges n'ont pas été pour autant convenus: au-delà du contenu des interventions scientifiques, les comportements de la salle elle-même ont révélé les transformations des rapports de force entre protagonistes.¹⁴⁹ Comme le conclut l'historien Christian Bougeard – et comme la suite le confirmera –, l'objectif d'atténuer une grande part de la polémique commencée des années plus tôt a été atteint: "*De nombreux champs de recherche ont été labourés démontrant, du point de vue des historiens et nous l'espérons des médias, qu'il ne restait plus "de cadavre dans les placards"* [cf. supra]. [...] *Seule l'ignorance, volontaire ou paresseuse, de ces avancées ou la mauvaise foi peuvent encore alimenter la polémique ou donner une image déformée de la réalité historique bretonne. [...] Désormais bien établis, les faits ne devraient plus permettre l'amalgame entre l'ensemble de l'Emsav et les collaborateurs.*"¹⁵⁰

Au-delà de ce colloque, le monde universitaire continue à se re-mobiliser autour de l'étude du mouvement breton. Les publications sont désormais régulières, permettant peu à peu de mieux connaître les périodes autres que la Seconde Guerre mondiale. Nous pouvons en particulier citer sur l'entre-deux-guerre, un ouvrage sur le mouvement artistique des Seiz Breur de Daniel Le Couédic¹⁵¹; sur la droite nationaliste bretonne des années 1958-1975, l'étude de Lionel Henry sur la revue

145. L. Capdevila, *Le mouvement breton face à l'Épuration*, in: C. Bougeard (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, 2002, pp. 337-351.

146. D. Le Couédic & J.-Y. Veillard, *Les étranges destinées de Dézarrois et Lebesque ou La complication de la guerre mise à nu par ses Intellectuels, même*, in: C. Bougeard (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, 2002, pp. 177-206.

147. C. Bougeard, *Bretagne et identités régionales [...]*, pp. 9-10.

148. Voir la presse des 15-18 novembre 2000.

149. En particulier l'isolement de Yann Fouéré, présent, lorsqu'il entreprend de défendre sa propre position politique ancienne, devant une salle silencieuse – polie mais désapprobatrice.

150. C. Bougeard, *Bretagne et identités régionales [...]*, pp. 393-399.

151. D. Le Couédic & J.-Y. Veillard, *Les étranges destinées [...]*.

*L'Avenir de la Bretagne*¹⁵²; sur les gauches et la question nationale bretonne au cours des années soixante-dix, le travail de Tudi Kernalegenn.¹⁵³ Sur la période contemporaine, les historiens et chercheurs en sciences sociales offrent des réflexions nombreuses: ainsi du *Dictionnaire du Patrimoine Breton*, sous la direction d'Alain Croix et Jean-Yves Veillard¹⁵⁴, de l'ouvrage dirigé par Gilbert Nicolas sur *La construction de l'identité régionale. Les exemples de la Saxe et de la Bretagne, XVIIIe-XXe*¹⁵⁵ ou d'une synthèse de Michel Nicolas sur l'histoire du mouvement breton depuis les années 1980.¹⁵⁶ Ces travaux recueillent une audience certaine – comme l'a montré le cycle de conférence organisé par Alain Croix à l'Université de Rennes 2 en 2000-2001 sur le thème *Bretagne 2100. Identité et avenir*.¹⁵⁷ En particulier, les sociologues investissent le champ en proposant en peu de temps plusieurs études sur l'identité bretonne, comme en témoignent la thèse de Ronan Le Coadic sur l'identité bretonne¹⁵⁸ et les travaux de Pierre-Jean Simon.¹⁵⁹ De cette littérature émerge un consensus commode réapproprié hors du champs universitaire et une conception dépolitisée de l'identité bretonne (comme un 'droit du cœur'), qui a au moins le mérite de décrier les débats – même si elle évacue souvent la dimension politique, la plus sensible et sans doute la plus pertinente. Enfin, un groupe de jeunes chercheurs en sciences sociales regroupés à l'origine, autour de Ronan Le Coadic et Christian Demeurée-Vallée, dans l'association transdisciplinaire Identités et démocratie – Débats Internationaux, contribue activement à cette dynamique, organisant notamment en septembre 2002 à Rennes un colloque international homonyme de l'association,¹⁶⁰ qui connaît une grande affluence, puis publiant un premier ouvrage collectif, fruit de ses travaux.¹⁶¹

Au final, nous pouvons résumer cette période en constatant qu'elle se caractérise par une polémique historiographique autour du mouvement breton, avec l'utilisation du passé pour l'attaquer au présent. Il en résulte le surinvestissement dans l'étude d'une période de l'histoire du mouvement breton: la Seconde Guerre mondiale. Cette polémique¹⁶² contribue toutefois à catalyser l'étude de l'ensemble

152. L. Henry, *Le retour du mouvement breton [...]*.

153. T. Kernalegenn, *Drapeau rouge [...]*.

154. A. Croix & J.-Y. Veillard (dir.), *Le dictionnaire du Patrimoine Breton*, Rennes, 2000.

155. G. Nicolas (dir.), *La construction [...]*.

156. M. Nicolas, *Bretagne, un destin européen [...]*.

157. Publié sous le même titre: A. Croix (dir.), *Bretagne 2100. Identité et avenir*, Rennes, 2001.

158. R. Le Coadic, *L'identité bretonne*, Rennes, 1998.

159. P.-J. Simon, *La Bretonnité [...]*.

160. R. Le Coadic (dir.), *Diversité culturelle et mondialisation: repenser la démocratie*, Rennes, 2003.

161. N. Dugalès, R. Le Coadic & F. Patez (dir.), *Et la Bretagne? Héritage, identité, projets*, Rennes, 2004.

162. Mais aussi le renouveau culturel de la seconde moitié des années 1990 qui avait à l'origine réveillé des crispations jacobines et impulsé la polémique.

du mouvement breton, aussi bien au sein de ce mouvement breton que à l'extérieur de celui-ci, au niveau académique, reprenant le fil d'une littérature interrompue depuis presque vingt ans. Ces débats ont donc au final renforcé l'*Emsav*, l'obligeant à clarifier son discours et à se mettre au clair avec son passé.

SAMENVATTING

Historici in dienst van een onvoltooide natie, Bretagne

YANN FOURNIS & TUDI KERNALEGENN

Het onvoltooide van de Bretoense natie wordt weerspiegeld door de historiografische strijd rond de Bretoense nationale beweging. De Bretoense natie is in zoverre onvoltooid dat in het Bretoens gebied er nooit een volledige maatschappelijke structuur is totstandgekomen. Eén van de symptomen van dat onvoltooid vindt men in de geschiedschrijving van Bretagne en de Bretoense beweging, waar het onderwerp zelf ('Bretagne') het onderwerp uitmaakt van onophoudelijke debatten. De bedoeling van onze bijdrage is dan ook aan te tonen dat de geschiedschrijving van de Bretoense beweging niet geïsoleerd staat van het maatschappelijk debat: de Bretoense historiografie, tegelijk verbonden met Bretagne en de Bretoense beweging, heeft zich mede gevormd vanuit de onenigheid en wisselwerking tussen het wetenschappelijk veld en de militante mobilisatie.

De voornaamste inzet van de geschiedschrijving van de nationale beweging is de maatschappelijke invloed ervan. De conflicten rond de geschiedenis van het 'regionale nationalisme' draaien rond het opleggen van een dominante voorstelling van de regionale maatschappij, met drie complementaire dimensies in het geding: wie vertegenwoordigt de maatschappij (de nationalistische beweging), hoe wordt die maatschappij omschreven (de natie) en wat is hun relatie. Het bijzondere van de Bretoense geschiedschrijving ligt in de confrontatie van twee dominante interpretaties van de Bretoense beweging: enerzijds die van de Bretoense beweging, die zich ziet als vertegenwoordiger van de nationale gemeenschap in verzet tegen de alles-omvattende (Franse) nationale constructie; anderzijds de regionale antinationalistische en/of institutionele actoren die geneigd zijn om die

representativiteit te minimaliseren en om de nationalistische beweging voor te stellen als samengesteld uit groepjes, die geïsoleerd zijn van de hedendaagse werkelijkheid door verschillende karakteristieken (politiek elitisme, de rol van de nationale beeldvorming enz.). Alzo schakelt de nationalistische beweging zich weliswaar stevig in in de regionale gemeenschap, zonder echter tot een consensus te kunnen komen rond de definitie van natie – wat weerspiegeld wordt door een ambivalente geschiedschrijving: terzelfdertijd relatiefschaars over een lange periode beschouwd, en, bij tussenpozen, in de ban van hevige debatten en polemieken.

In het eerste gedeelte van de bijdrage wordt aangetoond dat de geschiedenis van Bretagne gebruikt wordt door militante netwerken en milieus, die, met behulp van wetenschappelijke terminologie, op zoek gaan naar een ontologisch concept van de Bretoense natie – gebruikt in een maatschappelijk behoudende zin tot aan de Tweede Wereldoorlog. Die eerste fase eindigt in de loop van het interbellum, wanneer de nationalistische beweging die nationale geschiedenis hergebruikt als modern verzetsmiddel tegen Frankrijk. De na-oorlog, met de repressie van de nationalistische beweging, bevestigt die tendens: tegenover Frankrijk worden voor de militanten de geschiedenis van Bretagne en de geschiedenis van de Bretoense beweging moeilijk te scheiden. Het tweede deel beschrijft de snelle verplaatsing van het historiografische debat vanaf de jaren 1960. Terwijl de nieuwe generatie militanten een nieuw nationaal paradigma opbouwt – waar de natie wordt opgevat als een collectief project voor de toekomst en niet uitsluitend gericht tegen Frankrijk –, vernieuwden zij de wetenschappelijke werken om in te gaan tegen de invloed van de militante geschiedschrijving op de geesten. Die historiografische werken stellen zich sterk op tegen de nationalistische reconstructie van de geschiedenis van Bretagne – tot en

met het hevig bekritisieren van de Bretoense beweging zelf. Die kritiek op 'de nationale ideologie' laat evenwel een duidelijk onderscheid tussen de generaties blijken: het zijn hoofdzakelijk de aanhangers van het ontologische concept van de natie die geïsoleerd worden, zoals later bevestigd wordt door de rol van wetenschappelijke geschiedschrijving bij het nuanceren van de algemene veroordeling van de Bretoense beweging tijdens de

hevige journalistieke polemieken. Dat zou voor de toekomst kunnen leiden tot een verzoening tussen de militante en de wetenschappelijke geschiedschrijving – waar het begrip 'Bretagne' minder zou bepaald worden door de oppositie tegenover Frankrijk, maar wel door een project tot hervorming van de Franse natie. De Bretoense geschiedschrijving zou alzo de weerspiegeling van een wel zeer vreemde natie zijn...

Yann Fournis studeerde politieke wetenschappen in Toulouse en Rennes. Hij werkt momenteel voor het Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE) in Rennes, waar hij een doctoraalthesis heeft voltooid in de politieke wetenschappen, met als onderwerp de constructie van het regionaal territorium in Bretagne van 1950 tot 2000. Hij publiceerde reeds over het culturele Bretoens nationalisme.

Tudi Kernalegenn studeerde geschiedenis en Bretoens. Momenteel werkt hij aan de Universiteit van Rennes 1 voor het Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE, Rennes) aan een thesis in de politieke wetenschappen, over de sociale bewegingen en de constructie van regionale identiteiten tijdens de jaren 1970 (in Bretagne, Schotland en Galicië). Hij publiceerde reeds over o.m. de geschiedenis van politieke ecologie en links nationalisme in Bretagne.